



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste

unifié

N° 97

14 AVRIL 1962

PRIX : 0,40 NF

LES PARTIS malades du "OUI"

OUI, LA LUTTE CONTRE L'O.A.S. CONTINUE !

LES commentaires des leaders politiques et des partis sur les résultats du référendum convergent totalement sur un seul point : l'écrasement des « non » signifie une condamnation sans appel de l'O.A.S. par le corps électoral français, et même un refus de suivre les mots d'ordre de ceux qui, sans aller jusqu'à approuver ouvertement les méthodes de l'O.A.S., avaient fait campagne contre les accords d'Evian. L'échec essuyé dans leurs départements par les élus qui avaient adopté cette dernière attitude en est la meilleure démonstration. Ce résultat n'est pas une surprise. Mais c'est une confirmation éclatante qui doit être enregistrée avec la plus grande satisfaction.

Ainsi donc, le nombre de suffrages recueillis par le « non » a une signification claire.

On ne saurait en dire autant pour le nombre des suffrages recueillis par le « oui ».

Il est massif : 90,7 p. 100 des suffrages exprimés, 64,37 p. 100 des inscrits. Voilà les chiffres bruts. Quant à en interpréter le sens politique, c'est une autre affaire. Seule l'U.N.R. affiche une satisfaction sans réserve et tire — bien hâtivement — la conclusion que « de Gaulle est l'homme dont la République a encore besoin pour longtemps ». Mais les indépendants, qui songent surtout à d'éventuelles élections et qui n'oublient pas qu'ils disputent à l'U.N.R. la même clientèle, font remarquer avec une lourde insistance que l'augmentation du nombre des

par **Robert VERDIER**

« oui » par rapport aux précédents référendums tient essentiellement à l'apport des suffrages communistes, ce qui est incontestable. Quant aux autres partis qui avaient préconisé le « oui », ils reprennent dès le lendemain du scrutin toutes les réserves qu'ils avaient exprimées la veille. Même le docile et prudent M.R.P. tient à mettre le pouvoir en garde contre une interprétation abusive des résultats du 8 avril. En somme, tout se passe comme si la grande majorité voulait s'empresser de déclarer la péripétie terminée sans conséquences.

Nous nous réjouissons de ces bonnes dispositions. Mais il eût mieux valu, sans aucun doute, songer avant le scrutin à ce danger d'interprétation abusive. Ne savait-on pas déjà qu'il existait ? Ne connaissait-on pas encore suffisamment de Gaulle, ses conceptions sur ses rapports avec le corps électoral, son immense orgueil et son autoritarisme ? Ne savait-on pas, le 7 avril, aussi bien que le 9, ce qu'a été l'évolution continue du régime depuis mai 1958 ? Il eût été plus efficace d'inscrire sur les bulletins eux-mêmes tous ces « mais » que l'on ajoute aux « oui » dans les commentaires du lendemain.

Or, la démonstration vient d'être faite qu'il était parfaitement possible de donner à ce scrutin un double contenu : approbation des accords d'Evian, refus du pouvoir personnel. Personne n'ose plus reprendre aujourd'hui les sarcasmes adressés la semaine dernière au P.S.U. Tout le monde, au contraire, note que le nombre inusité des bulletins nuls est une caractéristique du scrutin du 8 avril. Le total de ces bulletins atteint la proportion de 4,03 p. 100 du nombre des inscrits. On le compare généralement à celui de janvier 1961 : 2,37 p. 100. Or, à cette date, déjà, bien que le mot d'ordre n'eût été donné par aucune organisation, de nombreux électeurs de tendance P.S.U. avaient choisi cette forme de protestation contre les supercheries gaullistes. Il faut, en réalité, se référer à septembre 1958 : il n'y avait alors que 1,34 p. 100 de bulletins nuls.

Que l'on songe pourtant aux conditions dans lesquelles nous avons été placés : ce mot d'ordre avait été donné par le P.S.U. seul, le P.S.U. exclu de la propagande à la radio et à la télévision et privé de panneaux électoraux. Il faut songer aussi que l'électeur est d'ordinaire porté à considérer ce geste comme insolite et inutile ; généralement, ceux qui ne veulent voter ni « oui » ni « non » préfèrent s'abstenir. Et pourtant, ce geste a été accompli par plus de 1.100.000 citoyens. C'est donc bien la preuve que le mot d'ordre pouvait être compris par une fraction non négligeable du corps électoral.

N'eût-il pas été plus logique et plus utile pour les luttes futures que tous ceux qui affirment leur opposition au régime le lendemain du scrutin le fassent le jour même ?

La situation eût été à coup sûr plus claire aujourd'hui et les forces de l'antigaullisme mieux préparées à l'inévitable et nécessaire rassemblement.



(Elié KAGAN)

En pages :

2-3-4-5

● Politique intérieure

4

● La vieille méthode ou "France Nouvelle" et "Tribune Socialiste"

6-7-8

● Comment concilier le rôle de la femme dans la famille et dans la société

11

● Films et lectures

12

● Venceremos ou l'Amérique Latine

Mercredi 4

LES contribuables d'Algérie bénéficient encore d'un mois pour établir leurs déclarations fiscales. En métropole, c'est fait depuis trois semaines au moins.

Il est vrai qu'à Alger et à Oran, un bon nombre de contribuables ont été fort occupés ces derniers temps... à tirer autre chose que des chèques.

La préfecture de police — pour désarmer les « blousons noirs » parisiens — a invité les armuriers à se montrer très circonspects dans la vente des couteaux à cran d'arrêt à des mineurs.

Mais lesdits couteaux ne sont-ils pas des armes prohibées ? Alors, comment, mineurs ou non, peut-on s'en procurer chez des commerçants ?

A Epinal, un gang de jeunes personnes de 14 à 20 ans dévalisait les bijouteries et volait des scooters.

Ces pures jeunes filles opéraient dans le quartier de la Vierge. Elles allaient ensuite festoyer avec des militaires... mais dans un autre quartier.

Quant aux paras français, malgré leur réputation douteuse acquise en Algérie, ils auraient, paraît-il, paru fort gentils aux Anglais.

Leur accoutrement ridicule — sinon efficace — n'a pas déçu auxiliaires féminines de la R.A.F. Le goût anglais !

Tout de même, le colonel qui commande nos paras leur a interdit — entre autres choses — de boire de la bière et de fraterniser avec les jeunes Anglaises.

Boire du thé avec les vieilles misses n'est pas défendu. Après tout, ça n'est pas plus mauvais que de savourer la cuisine d'outre-Manche.

M. René Vinciguerra, député d'Alger, appartenant au groupe « Unité de la République » (ne pas confondre les Républiques), a demandé à M. Patin de dépêcher la Commission de sauvegarde à Alger.

Cette demande a fait... l'objet d'un télégramme tout récent. Car la chose, aujourd'hui, urge infiniment.

Parce que, en 1957, et durant toutes ces sombres années où le général Massu se couvrait

de gloire, M. Vinciguerra ne s'était nullement ému ni des razzias, ni des démolitions de douars, ni des viols, ni des étranglements, ni des « corvées de bois », ni des électrocutions, ni des dispersions de populations, ni des camps d'internement ou de regroupement (ô, euphémisme !). Enfin, aucune des actions qui assurèrent la gloire et la victoire de l'armée française — aux applaudissements des patriotes de l'Algérie française — n'ont inquiété le député d'Alger, bien entendu.

M. Vinciguerra n'aurait pu penser un seul moment que la Commission de sauvegarde pût s'occuper sérieusement de cette catégorie des victimes. Ne s'agissait-il pas de sujets musulmans, algériens et, de surcroît, nationalistes ?

Tandis qu'aujourd'hui, il s'agit de défendre les braves populations O.A.S. qui regardent griller — sans réagir — des policiers enfermés dans une voiture incendiée, qui pratiquent systématiquement le meurtre au faciès et qui tuent froidement les jeunes soldats du contingent.

Dès lors, l'honorable parlementaire s'inquiète fort, tout à coup, du sort qui est promis à ces braves gens que les forces de l'ordre prennent les armes à la main après que le cessez-le-feu ait solennellement mis fin à l'affrontement des deux communautés.

M. Vinciguerra... une conscience jamais en repos !

Jeudi 5

DEPUIS le début de l'année, près de 30 millions de nouveaux francs ont été kidnappés en Algérie. « Paris-Presse » utilise le terme d'« emprunts forcés », dont certains ont été opérés par l'O.A.S.

Que vont faire les compagnies d'assurances, se demande un magistrat. C'est, en effet, inquiétant, non ?

Curieux aussi le peu d'empressement que mettraient certains établissements bancaires à alerter la police après la « substitution ».

Des fois qu'une enquête trop rapide viendrait à gêner les épures comptables... Bien sûr, il faut de l'imagination pour penser ainsi.

Pour « vice de forme », l'arrêté suspendant Laurent Schwartz de ses fonctions de

professeur à l'École Polytechnique a été annulé par le tribunal administratif.

Le ministre des Armées, vindicatif, vient de prendre un second arrêt dans le même sens.

On suppose que, cette fois, M. Messmer aura communiqué son dossier à l'intéressé, comme l'y oblige la loi, ce qu'il avait négligé de faire la première fois.

Lorsque le dossier de Messmer sera communiqué à l'opinion publique, celle-ci rendra honneur avec éclat à Laurent Schwartz, qui, en donnant son adhésion au Manifeste des 121, avait alors voulu sauver ce qui reste de l'honneur de l'armée.

En attendant, Laurent Schwartz, tétu, a déposé de nouveau une plainte contre le nouvel arrêté dudit Messmer. La majeure partie de l'élite intellectuelle de notre pays est derrière le mathématicien qui fait honneur à notre science.

Devant l'intelligence, M. Messmer ne peut être que le ministre « désarmé ».

On vient d'arrêter un agent de l'O.A.S. soupçonné d'avoir participé à l'assassinat du commissaire Goldenberg en septembre dernier.

Ce personnage s'était réfugié chez l'adjoint au maire des Vertus, dans la Marne.

Voilà des vertus qui ne lui ont pas porté chance.

A la Guadeloupe, la Réunion et la Martinique, le parti communiste a été exclu de la campagne du référendum par décision gouvernementale.

Les Antilles et la Réunion font toujours partie des départements et territoires d'outre-mer.

La mesure prise à leur égard a dû l'être en vertu du principe de l'unité de la République...

Mais peut-être que les partis communistes de ces territoires avaient décidé de ne pas voter « oui » au référendum-plebisците ?

Le P.C. de la métropole l'a échappé belle, en somme !

Vendredi 6

LES parlementaires du groupe « Unité de la République » viennent de mettre au point une arme qui n'est pas nouvelle : la suspicion.

M. Lauriol a laissé entendre dans une question écrite au

ministre de l'Intérieur que l'attentat d'Issy-les-Moulineaux aurait pu être fomenté par des militants d'extrême gauche. C'est bien ce qu'a immédiatement écrit le journal « Aurore ». Mais l'Intérieur a déposé une plainte contre ce journal pour « diffusion de fausses nouvelles ». On est objectif, place Beauvau, depuis le 8 février.

De son côté, M. Philippe Marçais a écrit lui aussi au ministre de l'Intérieur. Bien renseigné, le député d'Alger croit que l'explosion du Quai d'Orsay — qui coûta la vie à un convoyeur — serait due à un explosif contenu dans la valise diplomatique.

Il fallait y songer. Ne serait-ce que pour innocenter l'O.A.S. et retourner l'accusation.

Contre qui, par exemple ? Le ministre ou la victime ?

Dimanche 8

PLUIE d'étoiles, au Conseil des ministres, pour des généraux. Récompenses pour ceux qui refusèrent de se rallier au dernier putsch.

Parmi les officiers devenus généraux après le putsch de 1958, un certain nombre battent la campagne, d'autres méditent, sur la paille humide des cahots, des variations du pouvoir.

Quant aux Bidasses du contingent, putsch ou pas putsch, et sans étoiles, ils attendent la quille.

Enfin, la justice vigilante et avisée sanctionne des manifestations de brutalité.

Il s'agit de la répression — par la police — des manifestations organisées par les musulmans à Paris, le 17 octobre.

Vingt-cinq mille Algériens, sans armes, avec femmes et enfants, descendirent dans la rue pour protester contre les mesures discriminatoires prises par le ministre de l'Intérieur (couvre-feu, etc.).

Sept mille policiers mobilisés. Dix mille arrestations. Trois morts officiels. Cinquante-cinq blessés. Des corps repêchés dans la Seine. Des pendus dans le Bois de Boulogne. Un déferlement de haine raciste.

Une femme, de la fenêtre de son appartement, rue de Solferino, a crié aux agents : « Arrêtez, assassins ! »

Elle vient d'être condamnée à 200 NF d'amende. La Justice passe.

Lundi 9

LE général Massu — nous informe « Libération » — vient de gagner la coupe d'Hi-ver de tennis du Cercle des officiers de Metz.

Le général est un homme qui sait renvoyer la balle. Ceux qui l'ont vu jouer ont dit qu'il était « littéralement électrisé ».

Ça n'a rien d'étonnant, puisque c'est sous son commandement, à Alger, qu'on a pratiqué systématiquement l'opération « dynamo » pour faire parler les prisonniers. Des fois que Massu y aurait pris goût...

Le capitaine de paras Joseph Engels a été arrêté alors qu'il s'apprêtait à partir en Algérie pour s'enrôler dans l'O.A.S.

Ce militaire avait été membre du Comité de Salut Public du 13 mai, avec Massu.

Cet Engels-là ne doit pas être marxiste.

Mardi 10

LES banques algéroises sont désormais protégées par des réseaux de barbelés et gardées par des militaires armés. On croyait qu'après les hold-up O.A.S., il n'y avait plus rien à prendre.

Cependant, les journaux restent livrés aux entreprises factieuses. L'« Echo d'Oran » et « Oran-Républicain » ont été neutralisés durant quatre heures, au cours desquelles l'O.A.S. a fait composer une page spéciale tirée à cent mille exemplaires.

Les forces de l'ordre opéraient... ailleurs.

Parce qu'en 1923, Mussolini avait interdit la projection de films faisant l'apologie d'un crime et ceux contraires aux bonnes mœurs, les autorités italiennes interdisaient, depuis six mois, l'œuvre de Claude Autant-Lara : « Tu ne tueras point », consacré à l'objection de conscience.

Le gouvernement Fanfani vient de lever cette interdiction, sous réserve de certaines coupures.

Est-ce là un effet de l'ouverture à gauche ?

Quoi qu'il en soit, « Tu ne tueras point » reste interdit en France. Question de régime !

B.-A. BENOIST.



(A.D.P.)

L'AFFAIRE BOUALEM

Celui qui parle ainsi ne s'exprime pas devant un tribunal militaire instruisant une affaire O.A.S. Il n'est pas plus l'objet d'une enquête. Il répond simplement aux questions que lui posent des journalistes. D'ailleurs, le bachaga Boualem, seigneur moyen-âgeux de l'Ouarsenis, propriétaire de 33.000 hectares et de nombreux fellahs, est au-dessus de ces basses contingences. On ne fait pas le procès de 33.000 hectares. Surtout lorsque ces 33.000 hectares annoncent la reconversion d'une politique. Grand ami de Bidault et de la France, donc de l'Algérie française, le bachaga a, en effet, en refusant de suivre Gardes, laissé présager une transformation dans l'attitude de certains soutiens O.A.S.

Le sens de l'opportunité

Car il y a plusieurs interprétations à donner à l'échec de l'opération Gardes.

La première concerne la tactique du fameux « psychologue » : une fausse appréciation de la situation dans l'Ouarsenis et de la capacité des masses algériennes comme des officiers de l'armée française à endosser

les positions d'une O.A.S. aux forces déclinantes.

La seconde concerne le revirement du bachaga : peu sûr, désormais, d'un succès de Salan, il a préféré s'abstenir. Non qu'il ait modifié ses positions. Mais il envisage désormais sa participation aux organes du pouvoir algérien, convaincu qu'il pourra défendre là ses intérêts.

Cette dernière hypothèse, apparemment fantaisiste, choquera peut-être ceux pour lesquels les accords d'Evian constituent une évidence et totale victoire F.L.N. La préservation des intérêts des gros propriétaires fonciers — indiquée clairement dans lesdits accords — est bel et bien une réalité. Ce passage, extrait d'un article publié dans Le Monde, exprime, par la bouche d'un militant F.L.N., un sentiment nuancé vis-à-vis du bachaga, dont le moins qu'on puisse en dire est qu'il laisse présager ce que nous disions plus haut : « Le bachaga est un homme intelligent qui a été mal conseillé par un groupe d'officiers favorables à l'Algérie française. Il a mal tourné et c'est dommage parce qu'il nous a aidés à faire sortir certains d'entre nous des geôles où ils avaient été jetés. Si les abus ont été limités dans la région, c'est un peu à lui qu'on le doit. »

Un idéaliste ?

Reste la dérobade d'une belle âme : le bachaga a, certes, accueilli les hommes de l'ex-colonel Gardes, il lui a donné une escorte de harkis, il lui a permis de tenir un meeting de « persuasion » sur ses terres. Mais il ne l'a pas suivi. Pourquoi ? Parce qu'il savait la tentative vouée à l'échec ! « Je ne peux pas dire que j'aurais été mécontent si ça avait réussi. Je ne peux pas dire que je sois content que cela ait raté. Si l'affaire avait marché, j'aurais marché, moi aussi. »

La réponse faite à l'envoyé spécial de France-soir est nette et précise. Et si un doute subsiste sur la nature de son « amertume » actuelle, une dernière citation éclairera l'idéalisme du bachaga :

« Le général de Gaulle avait dit qu'il ferait des accords avec ses élus (admirez au passage « SES » élus. On ne le lui fait pas dire). Il n'a pris que des délégués de l'administration. On nous a trompés. Il fallait nous dire, dès le premier jour, que nous devions passer au F.L.N. au lieu de nous laisser battre pendant sept ans. A Evian, pour respecter les promesses, des représentants des harkis et des soldats musulmans de l'armée française auraient dû être appelés à siéger comme les combattants de l'ALN. et les partisans de l'Algérie française aux côtés des politiques du F.L.N. »

E. C.

Comment analyser le référendum

Ça n'a pas tardé!

- Plus de 9 votants sur 10 condamnent les ultras.
- 2 électeurs sur 3 ont voté « oui ».
- Le nombre des bulletins nuls a doublé depuis 1961 et triplé depuis 1958, cependant que les abstentions augmentaient.

TELLES sont les constatations qu'il convient de tirer des résultats du référendum. Reprenons plus en détail chacune d'elles.

1) Sans vouloir minimiser le succès des « oui », on peut toutefois remarquer que le nombre des « oui » en chiffres absolus demeure inférieur à celui du 28 septembre 1958 et ce, malgré l'appoint des voix communistes. En effet, si l'on considère qu'environ 1,5 million d'électeurs communistes avaient répondu positivement au premier référendum (1), c'est une masse de près de 2,5 millions d'électeurs qui aurait dû s'ajouter au total des « oui ». Or, le nombre total des « non » n'étant que de 1.794.555, il semble par conséquent qu'il n'y ait pas eu compensation entre les transferts et que plusieurs centaines de milliers d'électeurs communistes se soient abstenus ou aient voté nul. Toutefois, la grande majorité des électeurs communistes a suivi les consignes du P.C. comme le montrent les résultats de la banlieue parisienne.

En ce qui concerne les « non », seule la droite (une minorité des indépendants) et l'extrême-droite pro-O.A.S. avaient fait campagne timidement pour le vote négatif. Le pourcentage de ceux-ci représente par conséquent en gros l'audience des tenants de l'« Algérie française », soit 5 p. 100 des inscrits. L'échec est donc total. L'O.A.S. et ses amis métropolitains ne représentent pratiquement rien. Il faut cependant noter que le nombre des « non » de droite se serait accru de 500.000 à 700.000, suivant les évaluations (1), depuis la dernière consultation.

2) Deuxième constatation : la progression des bulletins nuls ou blancs. Ceux-ci sont passés de 303.000 en septembre 1958 et 594.000 en janvier 1961 à 1.102.477 le 8 avril 1962. L'augmentation brute est donc de 800.000. Ainsi, par rapport au dernier référendum, les « nuls » ont pratiquement doublé. C'est incontestablement un succès pour notre Parti, le seul à préconiser cette position. Même si ce pourcentage en valeur relative n'est pas encore très important, il marque une évolution que tous les commentateurs politiques — y compris l'U.N.R. — ont souligné.

3) Enfin, le nombre des abstentions a encore augmenté, passant de 4 millions en 1958 à 6.580.772. Exception faite du référendum constitutionnel du 13 octobre 1946, leur total est le plus élevé qui ait jamais été atteint au cours d'un scrutin de ce type.

Est-il possible d'analyser plus en profondeur ce scrutin ? Au lendemain du vote, ce serait un gageure. Il serait très important de connaître :

— Le pourcentage des électeurs communistes qui ont choisi l'abstention, le vote nul ou qui ont persévéré dans une réponse négative.

— Le nombre des électeurs « modérés » qui ont rejoint le camp des « non » ou de l'abstention.

— Enfin, l'appartenance politique des « nuls » qui sont en majorité des électeurs P.S.U. comme le montrent les exemples ci-dessous mais qui comprennent aussi des radicaux dans le Midi (zone d'influence de « La Dépêche »), des communistes, voire des opposants de droite.

Le même travail devrait être effectué pour les 6.580.772 électeurs qui se sont abstenus.

Seuls, des monographies régionales et le traitement mécanographique des résultats par canton permettront de rendre compte d'une manière rigoureuse des mouvements ou des transferts de voix. En attendant la parution de ces études, il ne semble pas qu'on puisse tirer plus d'enseignements du scrutin du 8 avril.

L'effort du P.S.U. a été compris

IL convient d'ajouter à cette analyse d'ensemble l'énumération d'un certain nombre de résultats particuliers.

Nous indiquons les pourcentages obtenus par les bulletins « nuls » par rapport au nombre des votants. En effet, d'ordinaire, les pourcentages sont calculés par rapport au nombre des suffrages exprimés. Si la méthode est correcte en temps ordinaire, cette fois, le volume des bulletins nuls est tel qu'il convient de le compter comme une troisième réponse au référendum. Dans ces conditions, il faut prendre pour référence le nombre des votants pour avoir une appréciation plus exacte.

● Les départements arrivant en tête pour le pourcentage des bulletins nuls (par rapport au nombre des votants) sont :

Gers	12,6
Tarn-et-Garonne	12,1
Tarn	11,6
Aude	11
Haute-Garonne	10
Lot-et-Garonne	10

Dans tous ces départements, les votes nuls — déjà importants en janvier 1961 — ont considérablement augmenté. Il faut y voir le travail de nos fédérations aidées par la campagne de « La Dépêche ».

Citons encore :
Aveyron : 9,8 ; Indre-et-Loire : 8,8 ; Eure : 7,3.

Charente-Maritime, Gard, Jura, Sarthe, Dordogne, Seine-Maritime, Nièvre, Deux-Sèvres, Pyrénées-Orientales : plus de 7 p. 100 ; Côtes-du-Nord : 6,3.

On remarque aussi qu'en règle générale, les villes ont donné beaucoup plus de bulletins nuls que les campagnes environnantes ; c'est le cas par exemple de Rouen, Le Havre, Arras, Tulle, Brive, Loches...

La presse a publié certaines statistiques montrant que nos camarades qui ont une solide position locale ont entraîné une partie de leurs électeurs. C'est le cas de E. Depreux à Sceaux, Tanguy-Prigent à Saint-Jean-du-Doigt (Finistère), Pierre Mendès France à Louviers. Une statistique cantonale montrerait sans doute que les Conseillers généraux P.S.U. ont largement fait voter « nul ».

Notons, pour ceux qui avaient ironisé sur le mot d'ordre du P.S.U., que celui-ci a parfaitement été compris dans les milieux ouvriers là où notre implantation nous a permis une propagande active. Un exemple : à Chalandrey (Haute-Saône), ville de cheminots, il y a eu 12,29 p. 100 de bulletins nuls.

En ce qui concerne la région parisienne, les statistiques ne permettent guère d'analyser le pourcentage des votes nuls qui ont cependant doublé par rapport à janvier 1961. De bons résultats ont été obtenus dans les cantons d'Argenteuil, de Trappes (S.-et-O.), dans la banlieue sud (Châtenay, Antony, Alfortville) ou ouest (Courbevoie, Suresnes), etc.

On constatera en particulier que, contrairement à certaines affirmations, le nombre des bulletins nuls est loin d'avoir été négligeable dans les circonscriptions à prédominance ouvrière.

Voici par exemple les résultats comparés de janvier 1961 à avril 1962 pour les bulletins nuls :

	1961	1962
Asnières	371	3.031
Aubervilliers	533	1.523
Bagnolet	277	748
Boulogne	1.183	2.823

Glanons aussi au hasard quelques indications sur les pourcentages dans quelques communes de la banlieue parisienne :

Sceaux : plus de 11 p. 100.
Fontenay-au-Roses, Montrouge, Asnières : plus de 8 p. 100.

Clamart, Courbevoie, Noisy-le-Sec, Pré-Saint-Gervais, Vitry : plus de 7 p. 100.

Il convient en outre de noter une augmentation sensible des abstentions dans la plupart des communes de la banlieue.

Pour Paris, les arrondissements ouvriers sont au-dessus de la moyenne parisienne : XX^e (6 p. 100), XV^e, XIII^e et XIV^e (5,8 p. 100), tandis que le V^e, Quartier Latin, donne 6,3 p. 100. En revanche, les arrondissements « bourgeois », VIII^e (5 p. 100) et le XVI^e (5,1 p. 100), viennent en dessous de la moyenne nationale.

J.-C. Barigel.

(1) Cf. Le très intéressant ouvrage de la Fondation des Sciences Politiques qui vient de paraître chez A. Colin : « Le référendum du 8 janvier 1961. »

Résultats comparés des trois référendums en pourcentage

	8 AVRIL 1962	8 JANVIER 1961	28 SEPT. 1958	Différence 62/61
INSCRITS				- 201.000
ABSTENTIONS	24,39	23,51	15,44	+ 0,88 %
BLANCS OU NULS % des votants (1)	5,40	2,87	1,34	+ 2,53
OUI	90,70 (2)	75,26	79,26	- 15,44
% des suff. exprimés				
NON	9,30 (1)	24,74	20,74	+ 15,44
% des suff. exprimés				

N. B. — (1) Les pourcentages de bulletins blancs ou nuls peuvent être calculés :
— soit par rapport aux votants (électeurs inscrits — abstentions) ;
— soit par rapport aux inscrits (dans le dernier cas le pourcentage tombe à 4,08 % pour la présente consultation).

(2) De même, le nombre des « oui » et des « non » peut être ramené soit en % des électeurs inscrits, soit en % des suffrages exprimés (électeurs inscrits — [abstentions + nuls]). Dans le premier cas, on obtient :
OUI : 64,87 % des électeurs inscrits.
NON : 6,65 %

« En ce jour de référendum, en complet accord avec votre mot d'ordre, et depuis longtemps désirant adhérer à votre parti, je vous prie de me faire parvenir au plus tôt la carte d'adhérent et le prix de la cotisation annuelle... »

G. L.

Larmor-Plage (Morbihan)

8-4-1962.

Le billet de Jean Binot :

Un tout petit censeur

VENDREDI dernier, dans l'organe confidentiel du maoïsme intégral, par antiphrase appelé populaire, le censeur Fuzier s'en prenait à la « toute petite fraction de gauche » — entendez par là le P.S.U. — qui, par défaut d'optimisme et de confiance dans le peuple (c'est notre censeur qui l'assure), a préconisé avec les « oui à la paix » le « non au pouvoir » monarchique au lieu de faire tout bêtement comme M. Tout-le-monde...

Et le référendum a eu lieu.

Qui a comptabilisé un honnête million et davantage de bulletins réputés nuls dont les docteurs en politique pensent après coup qu'ils ont une certaine valeur et une valeur certaine.

D'où il résulte que la toute petite fraction est en train de grandir, et que le tout petit censeur a déjà bonne mine.

Comme étaient émouvants les Schuman, Schmittlein et autres féaux qui, dans la nuit de dimanche, faisaient assaut de subtilités pour purifier leurs « oui » des « oui » pestiférés confondus dans la masse.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

Communiqué du P.S.U.

EN dehors de la lourde défaite subie par les partisans de l'O.A.S., le fait important de ce référendum est l'augmentation très sensible des votes nuls par rapport au précédent scrutin.

Ce résultat, souligné par tous les commentateurs, est d'autant plus important que le P.S.U., qui était le seul parti à recommander le vote nul, c'est-à-dire le vote « OUI à la paix, NON au pouvoir gaulliste », n'avait eu le droit d'utiliser ni la R.T.F. ni les panneaux officiels et qu'il n'avait disposé que d'un très court délai pour mener sa campagne.

Il témoigne de l'hostilité grandissante qui s'affirme dans le pays à l'encontre du truquage politique que représentent les référendums-plebiscites du régime. Le P.S.U. y voit un signe très encourageant pour le développement de la lutte contre le pouvoir personnel et pour le renforcement de la cohésion des forces populaires.

8 avril 1962.

PAUVRE Serge Magnien ! Est-ce parce qu'il fut l'un des rares militants communistes à avoir dans les faits refusé de faire la guerre d'Algérie, manifestant ainsi correctement sa solidarité avec le peuple algérien en lutte pour sa libération, que le Comité central du P.C.F. l'a chargé, dans son hebdomadaire « France Nouvelle », d'« épingle » « Tribune Socialiste » ? Qu'après avoir pratiquement désavoué ceux qui appliquèrent le vieux mot d'ordre « Pas un homme pour la guerre coloniale », il charge l'un d'eux de justifier la politique du parti, voilà une forme raffinée d'autocritique (auto-critique... ou autorenement ?) tout à fait dans la ligne du parti dirigé par « le meilleur stalinien de France » !

Pour répondre à l'article de « T.S. » du 17 mars, consacré à l'attitude du P.C. devant les manifestations de rappelés de 1955, S. Magnien n'a qu'une méthode : l'injure. Nous sommes, paraît-il, des « falsificateurs » ! Replacer les faits dans leur contexte, c'est évidemment « falsifier » l'histoire — du moins celle qui sera écrite dans le prochain « Précis d'histoire du P.C.F. » dont la parution, différée périodiquement, est remise depuis... 1930 !

Magnien qui crie à la falsification n'hésite pas à écrire : « On pouvait lire... dès le 4 novembre 1954 à propos des premières actions de la future A.L.N. : « De telles violences sont condamnables et risquent de contrarier la cause même qu'elles prétendent servir. » Ces lignes ont été écrites dans « France-Observateur » par Claude Bourdet. »

L'objectif est transparent : il faut laisser supposer au lecteur que Claude Bourdet, dès le 4 novembre 1954, condamnait l'insurrection algérienne. La technique utilisée par Magnien est ancienne et éprouvée. Utilisée par

tous les ennemis de la démocratie, elle consiste à isoler une phrase de son contexte pour lui prêter une signification opposée. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au texte incriminé où Bourdet écrivait :

« Le peuple algérien est un peuple misérable, trompé et désespéré, et tout cela par notre faute, voilà le fond du tableau. Voilà la cause première de cette guérilla commencée dans l'Aurès — dans la région même où se situent les abominables exploits de gendarmes et de tabors privés des colons en 1951 à Sidi Ali Bounab — de même que la cause première de l'attentat commis par les Portoricains à la Chambre des Représentants à Washington, c'était la misère des Portoricains dans leur pays et à New York. De telles violences sont condamnables et risquent de contrarier la cause même qu'elles prétendent servir. Mais avant de les condamner, il faut les expliquer au lieu de chercher des motifs de justification personnelle d'abord, de représailles ensuite. »

Avec beaucoup de lucidité, Cl. Bourdet analysait les causes du soulèvement des Aurès : le vol des terres, le massacre du Constantinois en 1945, le régime politique digne de la Gestapo, le truquage des élections, etc. Cl. Bourdet précisait qu'il n'y avait pas d'autre alternative que la répression ou la satisfaction des revendications algériennes.

Magnien croit ensuite nous mettre en difficulté en reproduisant une déclaration de Pierre Mendès-France de 1954. Ce n'est un secret pour personne que des hommes politiques ont donné leur adhésion au P.S.U. pour rejoindre les militants qui, de la Gauche Socialiste indépendante au P.S.A., en passant par le M.L.P., la Jeune République ou l'U.G.S., ont mené une lutte inlassable, depuis dix

ou quinze ans, contre toutes les formes de colonialisme. De telles adhésions ont confirmé la justesse des positions défendues, les ont renforcées. Pierre Mendès-France a rejoint ces positions socialistes et non l'inverse !

C'est là une différence fondamentale entre le parti stalinien et le P.S.U. Des hommes, après avoir été confrontés aux réalités du pouvoir, n'ont pas hésité à sacrifier leur carrière politique, à remettre en question leur activité publique, à « dépolluer le vieil homme ». C'est là une leçon de courage et d'honnêteté que Magnien pourrait méditer. Il pourrait aussi comparer cette attitude avec celle des dirigeants de son propre parti. C'est, par exemple, Caballero qui, à la tribune du X^e congrès, en juin 1945, déclarait : « Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme ». C'est aussi Thorez, Marcel Paul et Billoux qui signaient, en septembre 1946, un projet de loi où l'on peut lire que l'Algérie est « partie intégrante » de la France. C'est aussi Léon Feix qui, dans les « Cahiers du Communisme » de septembre 1947 se prononce contre l'indépendance de l'Algérie car « cette revendication ne sert pas les intérêts de la France et de l'Algérie ». Faut-il aussi rappeler qu'en mai 1945, « l'Huma » se félicitait de l'arrestation de Ferhat Abbas et qu'elle qualifiait Bourguiba d'« hitlérien » !

Jamais les signataires de ces effarantes déclarations (faites au nom d'un parti ouvrier, internationaliste et communiste) n'ont reconnu leur erreur. Mieux : ils prétendent aujourd'hui avoir toujours eu raison !

Une telle persévérance n'est pas seulement diabolique. Elle est aussi criminelle.

Louis Houdeville.

Libération de détenus algériens

A la suite des accords sur le cessez-le-feu, les détenus algériens sont mis progressivement en liberté. C'est ainsi qu'un premier groupe a été libéré du centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré, samedi 31 mars, un second groupe d'une soixantaine l'a été le 1^{er} avril, un autre groupe d'une trentaine le lundi 2 avril ; d'autres le seront le 6 avril ; d'autres seront libérés après, puisqu'ils étaient près de 300.

Quelques camarades de la section rochelaise ont pu, à cette occasion, prendre de cordiaux contacts avec des militants F.L.N. incarcérés depuis de longues années pour la plupart.

Naturellement les premières réflexions concernaient leur joie d'être libres, après trois à quatre ans de prison, la campagne leur semblait magnifique, la ville de La Rochelle, les bassins, le port, leur semblaient merveilleux et je n'ai jamais vu des hommes rire aussi franchement en réponse au rire d'un enfant.

A la question : « Que pensez-vous des accords d'Evian ? », comment s'étonner de cette réponse : « C'est une bonne chose », suivie de cette remarque : « mais nous attendons avec impatience le jour où nous pourrions retrouver l'Algérie avec un gouvernement totalement indépendant ».

Ils souhaitent ardemment la réconciliation des communautés, et au cours de la conversation, nous n'avons ressenti aucune haine contre les Européens d'Algérie, trouvant seulement insensée et criminelle l'action de l'O.A.S., admirant la discipline de la population musulmane face aux provocations, condamnant avec force l'attaque des soldats du contingent par les troupes de l'O.A.S. et persuadés que la raison l'emportera.

Nos interlocuteurs, qui avaient une grande culture politique, étaient conscients de l'importance de la partie qui allait se jouer dans les prochains mois, et des épreuves qui attendaient le futur gouvernement algérien : difficultés économiques, difficultés sociales avec le chômage, difficultés d'adaptation pour les diverses communautés.

Mais il était certain que ces années de prison, précédées d'années de lutte clandestine, en avaient fait des militants dans l'acceptation totale du mot ; c'est ainsi que leur vie de prisonnier avait été admirablement organisée : cours divers, solidarité, distractions, tout était prévu et fait dans la discipline.

L'Algérie de demain possèdera avec

ces hommes, des cadres de très grande valeur.

Marc Bouscasse.

P. S. — Ce n'est pas sans satisfaction que nous avons pu constater que ces camarades connaissent la lutte que le P.S.U. a menée pour la paix en Algérie le seul parti, ont-ils ajouté, à avoir lutté, sans équivoque, pour le cessez-le-feu.



Le camp de Larzac — dont on voit les sinistres baraques — libère lui aussi les détenus algériens. Tous les emprisonnés (3.500) ont été rendus à la liberté.



Ces photos ont été prises par nos camarades de Millau, qui sont allés accueillir les « assignés » au seuil de la liberté recouvrée.

La Conférence nationale des étudiants du P.S.U. s'est tenue à Paris les 31 mars et 1^{er} avril. Le secrétariat national qui se présentait devant la Conférence avait été élu en mars 1961. C'est lui qui a exercé le plus long mandat depuis que les E.S.U. existent et il a à faire face à des événements d'importance puisqu'il a assumé la direction du mouvement lors du putsch d'avril, des multiples manifestations du premier trimestre scolaire et des journées de février. Tous ces événements ont concrétisé à l'extrême les problèmes de l'unité, des rapports avec les syndicats et de l'organisation même du mouvement.

Une meilleure structuration

Le Secrétariat national sortant a insisté, dans son rapport, sur le dialogue qu'il a su établir entre le Parti et les étudiants. L'intégration de ces derniers a été renforcée. Des rapports fructueux ont été entretenus avec les organisations extérieures au Parti et tout spécialement l'U.N.E.F.

Sur le plan international, le S.N.E. a souvent eu une action positive, plus particulièrement en ce qui concerne le Forum de Moscou, auquel il a participé dans un effort de rapprochement des différents points de vue.

Le S.N.E. sortant a constaté qu'une étape était en train de s'achever. Un seuil a été atteint. Toutes les sections étudiantes se développent, des groupes se transforment en sections, de nouvelles sections se créent. Une plus grande structuration du mouvement s'établit, notamment dans le domaine des relations entre Paris et la province, qui furent l'objet d'une attention toute particulière du Secrétariat. Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire, spécialement en ce qui concerne les Ecoles normales d'instituteurs. D'autre part, les conditions matérielles de travail du S.N.E. expliquent certaines défaillances. Quoi qu'il en soit, les E.S.U. recrutent non seulement sur le terrain antifasciste mais sur le programme de Front Socialiste.

La Conférence nationale a accordé son quitus au S.N.E. sortant par 415 mandats pour, 28 contre et 342 abstentions, 22 ne prenant pas part au vote, et elle a remercié à l'unanimité le camarade Le Loch, secrétaire général, pour le travail accompli lors de l'activité du Secrétariat national sortant.

Le travail des commissions

Dès l'après-midi du 31 mars, la Conférence s'est attachée à définir les thèmes de son travail pour l'avenir du mouvement. Le secrétaire général a présenté un projet de motion sur le Front Socialiste et le milieu étudiant, afin que ce texte, qui avait été déjà discuté dans les différents groupes et sections, puisse servir de base au travail des commissions. Celles-ci furent au nombre de trois : l'une sur les problèmes politiques généraux, la seconde sur la question du Front Socialiste en milieu étudiant (relations avec l'U.N.E.F., l'U.E.C., etc.), la troisième sur les problèmes de propagande, d'action et d'organisation.

La journée du dimanche 1^{er} avril fut principalement occupée par les comptes rendus des commissions. Des rapports extrêmement précis furent soumis à l'approbation de la Conférence.

En règle générale, les E.S.U. sont tombés d'accord sur tous les points importants engageant l'avenir du mouvement. Les délégués se montrèrent très sensibles à des problèmes comme la planification, la démocratisation de l'enseignement, la coopération politique avec l'Algérie indépendante. Sur tous ces sujets, le Secrétariat national à élire fut mandaté pour promouvoir des actions sérieuses et des études approfondies.

Il ne nous est pas possible de citer ici toutes les motions votées, par contre nous pouvons donner le texte de la résolution générale qui s'efforce de faire la synthèse des différents rapports et d'en sérier les points essentiels.

DE novembre 1954 à avril 1962, en sept ans de guerre, le peuple algérien a conquis son indépendance. Les étudiants du P.S.U. saluent cette victoire de la révolution algérienne.

De Gaulle a été contraint à mettre fin à la guerre, ce n'est qu'une première victoire ; notre action se doit de trouver une nouvelle forme de lutte : l'explication définitive avec le régime est commencée.

Il faut d'abord liquider les séquelles de la guerre

— Cela signifie maintenant écraser l'O.A.S. et ses complices. En Algérie, ils sont à peine affaiblis. En France même, ils continuent à jouir de la complicité du pouvoir. En liaison avec l'U.N.E.F. et les autres organisations du milieu étudiant, les étudiants du P.S.U. intensifieront leur action qui doit continuer à se situer en dehors du régime : seule une résistance autonome de la gauche française peut faire échec aux tentatives de compromis.

— Avec les responsables de la révolution algérienne, — et en ce qui nous concerne avec l'U.G.E.M.A. — nous voulons établir les bases d'une coopération socialiste : de la lutte pour la libération immédiate de tous les emprisonnés à l'aide efficace apportée à ceux qui seront libérés, nous exigeons le rétablissement pour les Algériens des conditions normales de vie publique en France : nous demandons pour l'U.G.E.M.A. la possibilité de reprendre publiquement son action comme nous demandons la normalisation de la situation juridique des insoumis et déserteurs. Nous nous efforcerons de renforcer les liens qui nous unissent aux Algériens par des confrontations politiques.

Il faut d'autre part mener jusqu'à son terme la lutte contre le régime

On ne peut rénover une démocratie qui en 1958 même avait cessé d'exister, on ne peut rétablir un Parlement qui n'était déjà plus qu'une façade. Convaincus de la justesse et de l'urgence de la politique du Front Socialiste, les étudiants du P. S. U. s'attacheront à définir la place de l'Université dans la Nation dans cette perspective. Ils appuieront tout effort de réflexion qui irait dans ce sens, en particulier celui entrepris par l'U.N.E.F., syndicat représentatif de tous les étudiants.

Dans l'année qui vient, notre travail tendra à donner aux études entreprises sur la planification démocratique leur approfondissement et leurs prolongements dans le monde étudiant.

Pour toutes ces tâches, il est essentiel que l'organisme étudiant du P.S.U. renforce son audience en faisant connaître la politique et le programme du Parti dans un milieu où les problèmes d'avenir constituent la préoccupation de chacun.

Le développement du Parti est le principal de nos objectifs. Il sera à l'image de notre conviction dans la lutte contre le régime gaulliste, pour le rassemblement des forces de gauche et l'instauration d'une démocratie socialiste.

Dans l'ensemble, les débats furent d'une tenue politique satisfaisante et se déroulèrent dans la discipline. Les travaux de la Conférence peuvent être considérés comme beaucoup plus fructueux que ceux de l'année dernière, ce qui est encourageant pour l'avenir des E.S.U. De nombreux camarades étrangers sont venus saluer la Conférence et transmettre les messages de leurs organisations.

Ont parlé des représentants de l'U.G.E.M.A., de la F.E.A.N.F., des Jeunes Socialistes Italiennes (F.G.S.), des jeunes ouvriers, paysans et étudiants de la Résistance de Reggio Emilia, un camarade espagnol, un représentant des Etudiants yougoslaves, etc. De nombreux télégrammes ont également été envoyés. Dans un prochain numéro, nous publierons la majeure partie de ces interventions.

Un délégué de l'U.E.C. — dont le congrès s'est tenu les 30 mars et 1^{er} avril également — est venu apporter le message des Etudiants communistes :

« Depuis la création du P.S.U., a-t-il nettement déclaré, nous n'avons cessé de lutter ensemble pour la plus sacrée des causes de notre temps : l'indépendance des peuples opprimés par l'impérialisme et particulièrement de l'héroïque peuple algérien. » Pour terminer, il a affirmé que « quoi qu'il en soit, il y a une chose dont nous sommes certains, c'est que nous saurons nous retrouver demain, avec les organisations de la classe ouvrière, pour abattre le pouvoir personnel ; comme nous sommes unis aujourd'hui pour abattre le fascisme, nous saurons nous retrouver pour restaurer la démocratie dans

notre pays et pour construire ensemble la France socialiste à laquelle nous aspirons tous ».

L'action à mener

Un nouveau Secrétariat national de 7 membres, avec 7 suppléants, a été

élu par la Conférence. Il devra coordonner les différentes actions du mouvement étudiant et promouvoir l'action des E.S.U. dans la ligne définie par le Parti et la Conférence. Une large décentralisation du mouvement est prévue : huit régions géographi-

ques ont été définies dans ce sens. Un Comité de coordination national étudiant — qui doit se réunir une fois par trimestre — permettra ainsi au Secrétariat d'être informé de façon globale des activités et des nécessités de l'ensemble des E.S.U.

Notes d'information du Centre de documentation

« Tribune Socialiste » inaugure cette semaine la publication de Notes d'information préparées par des équipes du Centre de Documentation et d'Information, qui travaille en liaison avec la Commission nationale de Formation.

Nous voudrions fournir, sous une forme simple, des données précises sur les divers aspects de la conjoncture économique, sociale et poli-

tique ; les camarades pourront ainsi faire l'économie de recherches personnelles s'ils veulent se tenir au courant de l'actualité et éventuellement préparer leurs interventions pour des réunions intérieures ou publiques, rédiger des articles.

Le Centre compte, bien entendu, sur vos suggestions, sur vos critiques et sur votre aide.

LA CONJONCTURE ECONOMIQUE EN FRANCE EN 1961

L'année 1961 se caractérise par deux tendances contraires : évolution globale apparemment satisfaisante, mais distorsions importantes quand on examine sérieusement la situation.

I. — Production, emploi et échanges extérieurs :

a) Indice de production industrielle :

En accroissement de 5,9 p. 100 par rapport à 1960. Fin d'année particulièrement favorable : + 7 p. 100 pour le dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de 1960 (la tendance des premiers mois de 1962 est aussi soutenue). Mais irrégularité d'une branche d'industrie à l'autre :

— Hausse importante de la production dans la construction électrique et mécanique, les machines-outils, biens d'équipement, ciments et travaux publics ;

— Hausse plus modérée dans le papier-carton et les textiles, menacés dans l'avenir par les importations étrangères ;

— Expansion ralentie dans la chimie par suite de la concurrence américaine, dans le bâtiment (baisse des demandes du permis de construire) à cause des incohérences de la politique gouvernementale du logement, et dans la sidérurgie

par suite d'un accroissement très net des importations et d'une diminution de la demande intérieure ;

— Baisse de 10 p. 100 dans la production d'automobiles due à un ralentissement sérieux des exportations (— 25 p. 100) et au développement des importations étrangères. Cependant, situation dans ce secteur améliorée depuis octobre par suite de l'introduction sur le marché de nouveaux modèles de voitures. Mais préoccupations pour l'avenir à cause de la concurrence internationale et surtout des investissements importants réalisés en Allemagne et en Angleterre par les Américains.

A noter que les branches stagnantes sont celles qui sont victimes d'une concurrence très forte de l'étranger, en particulier des Américains et des pays du Marché commun.

b) Emploi :

Chômage très faible, nombre d'heures de travail par semaine

en hausse, tout ceci étant la conséquence de l'accroissement de la production.

Il en résulte que : 1) la main-d'œuvre étant rare, les patrons sont obligés d'augmenter les salaires pour garder leurs ouvriers ou débaucher ceux d'autres entreprises ; 2) le nombre de travailleurs étrangers introduits en France s'est accru considérablement (79.000 pour 1961 contre 46.000 pour 1960).

Dangers de suremploi possible : ralentissement de l'activité industrielle et inflation.

c) Commerce extérieur :

Evolution favorable : exportations en hausse de 12 p. 100 grâce à un accroissement très important des sorties de produits agricoles et malgré la détérioration des relations commerciales avec l'Algérie. Excédent des importations sur les exportations permettant de doubler en deux ans la réserve d'or et de devises (compte tenu des investissements américains très élevés en France).

II. — Investissements, niveau de vie et consommation :

Comment se répartit cet excédent de production et de rentrées de devises ?

a) Investissements :

En hausse d'environ 15 p. 100 par rapport à 1960, mais cet accroissement concerne uniquement les grosses entreprises, à l'exclusion des petites et moyennes, dont le taux d'augmentation moyen est certainement beaucoup plus faible, sinon négligeable : effet de la concentration capitaliste.

De plus, rien n'indique que ces investissements sont orientés de façon judicieuse tant au point de vue économique que social. On peut, en particulier, déplorer l'insuffisance des investissements « collectifs » (santé, enseignement, logement, travaux d'infrastructure).

b) Niveau de vie :

Se mesure grâce à la formule suivante (hausse des salaires + hausse de l'activité) — hausse des prix.

Salaire moyen en augmentation de 8 p. 100 en un an. Accroissement de l'indice d'activité de 1,6 p. 100 (indice d'activité = nombre de salariés au travail et nombre d'heures de travail par salarié).

Accroissement de l'indice des prix (250 articles) de 3,8 p. 100. D'où accroissement officiel du niveau de vie moyen des salariés : 5 à 6 p. 100 en un an.

● Remarques :

1) Cet accroissement a été acquis pendant les six premiers mois de 1961. Au cours du deuxième semestre, les prix se sont accrus de 4 p. 100 et l'accroissement des salaires a tout juste compensé l'augmentation des prix : si 1962 continue dans cette voie, pas d'augmentation du pouvoir d'achat à prévoir.

2) Les salaires ont progressé d'une façon très inégale.

— Selon les branches d'industrie (augmentation nettement plus forte dans le travail des métaux, les industries mécaniques et électriques que dans les industries agricoles et alimentaires, les cuirs et peaux qui ont un moindre besoin de main-d'œuvre).

— Selon le degré de qualification des salariés : accroissement plus important pour les ouvriers les plus qualifiés que pour les ouvriers et les employés au S.M.I.G. qui ont moins de possibilités pour se défendre.

— Selon la nature des entreprises : progression plus forte dans le secteur privé que dans la fonction publique et les entreprises nationalisées, l'Etat capitaliste sacrifiant le pouvoir d'achat de ses salariés pour préserver sa stabilité monétaire. — Selon les régions : augmentation plus rapide dans la région parisienne, le Lyonnais et l'Est (sauf les Vosges) que dans le Centre et l'Ouest, où les patrons profitent de l'abondance de main-d'œuvre et de la concurrence que se font les travailleurs entre eux.

3) « Les revenus de capital distribués par les sociétés ont plus augmenté que les salaires ». (Rapport officiel de M. Dumontier au Conseil économique, décembre 1961).

4) L'augmentation de l'indice des prix est dû principalement à l'accroissement des prix agricoles (+ 6,1 p. 100), lui-même consécutif à l'agitation paysanne. Il était certes normal que le revenu des agriculteurs progresse, mais il aurait fallu compenser cette augmentation (surtout celle de la

viande) par une diminution des frais de distribution des produits agricoles, ce que le gouvernement a été incapable de réaliser.

c) Consommation des ménages :

Malgré une certaine revalorisation du pouvoir d'achat (très variable selon les secteurs), la consommation des ménages ne paraît pas s'être accrue considérablement. Certes, les grands magasins ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 11,5 p. 100 au cours de l'année écoulée, mais il s'agit, là encore, plus des effets de la concentration capitaliste que d'un indice de progression sensible de la consommation.

Il semble plutôt que le pouvoir d'achat se soit porté vers l'épargne (accroissement très net des dépôts dans les caisses d'épargne, chèques postaux et bons du Trésor), d'une part pour reconstituer les économies qui avaient été absorbées pendant la sévère récession économique de 1958-1959, d'autre part, en prévision d'importants troubles politiques éventuels.

L'évolution de la conjoncture en 1962 doit dépendre en grande partie de ce facteur politique, car :

— ou bien il y aura des troubles sérieux, et l'économie française en souffrira fortement (stagnation de la production, inflation), — ou bien le problème algérien se réglera favorablement et les travailleurs seront mieux armés pour imposer une meilleure répartition d'un revenu national en expansion. Celle-ci, grâce au retour progressif du contingent, ne risquera plus d'être freinée par un début de suremploi. Mais il faudra, en contrepartie, veiller à ce que le patronat ne profite pas de cet afflux de main-d'œuvre pour bloquer les salaires.

Comment concilier le rôle de la femme dans la famille et dans la société

Retour aux 40 heures hebdomadaires, s a n s heures supplémentaires comme étape vers les 35 heures (7x5).

PROJET DE PROGRAMME DU P.S.U.

Janvier 1962.

Population active féminine en 1959 :

6.510.000

Prévision du IV^e Plan pour 1965.

6.750.000

84 p. 100 des femmes fonctionnaires, non compris l'Enseignement, gagnent moins de 60.000 anciens francs.

« ECONOMIE ET POLITIQUE »

Juillet - Août 1961

La Commission (de la main-d'œuvre du Commissariat général au Plan) a acquis la conviction qu'au cours des prochaines années, les objectifs de production doivent permettre l'accroissement souhaité du niveau de vie de toute la population, ne pourront être atteints sans un accroissement de l'emploi féminin qu'elle a estimé à 150.000 personnes (février 1958).

Patronnes, professions libérales et cadres moyens :

Femmes seules, 573.640 42 %
Fem. mariées 780.280 57 %
Non précisé 1 %

Ouvrières, employées et personnel de service :

Fem. seules 2.106.100 59,5 %
Fem. mar. 1.354.060 38,6 %
Non précisé 2 %

Chiffres cités par Simone Troisgros, secrétaire générale adjointe de la C.F.T.C.

Salaire horaire dans la Couture établi par la Chambre Syndicale :

— Seconde main : 1,90 NF
— Première main débutante : 2,04 NF.

— Première main qualifiée : entre 2,37 et 2,65 NF

FRANCE OBSERVATEUR, 25 janvier 1962.

L faut noter dès le début de cette étude que l'idée de la « femme au travail » est entrée dans les mœurs. Ceci dénote un changement d'état d'esprit que l'on pourrait, à première vue, attribuer à une augmentation de fait du nombre des femmes qui travaillent : il y aurait plus de femmes qui travaillaient, donc on s'habituerait à cette idée.

Or il n'en est rien. M. R. Levy-Bruhl, chef de la division statistique au ministère du Travail, le remarque : « La proportion des femmes dans la population active apparaît très stable puisqu'elle n'a varié que de 36,6 p. 100 en 1966 à 34,6 p. 100 en 1954 ».

En fait, ce qui a surtout évolué, c'est l'état d'esprit des classes bourgeoises à l'égard du travail féminin, car si le pourcentage du travail féminin a diminué dans certaines branches industrielles — donc plutôt dans la classe ouvrière — le pourcentage a augmenté dans les professions libérales et les carrières administratives — donc plutôt dans la bourgeoisie. Et peut-être, au départ de cette évolution psychologique, n'y a-t-il qu'une évolution économique, la paupérisation de la bourgeoisie, qui a obligé certaines femmes à apporter au foyer un salaire d'appoint, ce qu'elles ont éprouvé comme une dure nécessité avant d'y trouver, parfois, un équilibre.

Dure nécessité (1), équilibre : deux positions extrêmes à propos du travail féminin. Il faut remarquer à cet égard que la conception du travail équilibrant et libérateur nécessite un certain niveau économique (qui est encore bien souvent réservé à la seule bourgeoisie) avec ses corollaires : confort domestique et haut niveau de qualification.

Pour que la femme puisse prétendre à un travail qui ne serait plus seulement un surcroît de fatigue, il faudrait que trois sortes de conditions soient remplies :

— niveau d'études suffisamment élevé pour que sa compétence lui permette de choisir son travail ;

— offres d'emploi en accord avec ce niveau d'études ;

— conditions matérielles telles que les tâches que la femme retrouve chez elle après son travail professionnel ne soient pas trop écrasantes.

Il faudrait donc arriver à ce que le travail féminin ne soit pas seulement une forme inférieure du travail masculin, ce qui se réalisera :

— lorsque les femmes recevront une formation scolaire, professionnelle et universitaire semblable à celle des hommes. (Notons que cette égalité est presque réalisée au niveau des études supérieures) ;

— lorsque les femmes trouveront, à compétence égale, les mêmes emplois que les hommes, ce qui n'est pas toujours le cas, tant s'en faut. Quand le niveau de spécialisation féminine sera plus élevé, il sera plus facile d'obtenir l'égalité des salaires ;

— lorsque les femmes ne verront plus leur efficacité diminuée par un excès de travail domestique, d'où excès de fatigue, rendement moindre du

travail professionnel et augmentation sensible de l'absentéisme.

DANS les cas les plus favorables, la femme reçoit une formation universitaire ou professionnelle sans idée préconçue. C'est le cas de la grande majorité des étudiantes de faculté. Puis, dans un second temps, elle se pose la question : « Vais-je travailler ? ». La réponse dépend de sa situation familiale et sociale et est susceptible de plus ou moins d'hésitation. Cette situation est loin d'être générale.

Dans le plus grand nombre de cas, le processus est inverse :

1^{er} temps : la femme doit travailler. Elle cherche un emploi.

2^e temps : on s'aperçoit qu'elle a une formation professionnelle inexistante, insuffisante ou mal adaptée aux emplois proposés.



(Agip)

3^e temps : elle accepte un travail pour lequel il lui faut fournir un effort disproportionné aux résultats obtenus, et n'étant pas qualifiée, elle est sous-payée.

Aussi a-t-on assisté à une forte régression du travail féminin non qualifié au fur et à mesure de l'élévation du niveau de vie des travailleurs. La question n'est pas pour nous de savoir s'il faut ou non déplorer cette régression mais nous voudrions en montrer le pourquoi en étudiant les conditions de travail d'une certaine catégorie de femmes : les mères de famille qui veulent compléter le salaire de leur mari. Si nous avons choisi cette catégorie pour commencer notre étude c'est que, dans ce seul cas, le travail peut faire l'objet d'un choix, même si ce choix ressemble fortement à une obligation.

En effet, nous ne négligeons pas les autres catégories de femmes au travail mais envisageons-les rapidement ; il y a deux grands cas :



(A.D.P.)

● les femmes seules sans enfant : leurs conditions de travail se rapprochent beaucoup des conditions de travail masculin. (Les problèmes d'ordre psychologique qu'elles rencontrent ne font pas l'objet de notre présente étude bien que méritant qu'on s'y intéresse.)

— elles n'ont pas le choix ;
— leur salaire est un salaire principal et non d'appoint ;

— les tâches matérielles qui leur incombent sont réduites.

● les femmes seules (veuves, célibataires, divorcées ou séparées) ayant des enfants. Leurs problèmes sont, en général, terriblement ardues. Là non plus leur travail n'est pas un choix mais une nécessité. Il est évident que toutes les améliorations sociales que nous envisagerons pour les femmes qui complètent le salaire de leur conjoint sont, a fortiori, valables pour elles.

Nous avons donc commencé cette



(Agip)

étude, partant de l'idée qu'un simple aménagement des horaires aplanirait bien des difficultés. Mais nous nous sommes rapidement heurtés aux problèmes de fond qui nous ont suggéré quelques réflexions que nous vous livrons afin de provoquer une discussion au sein du P.S.U.

NOTRE première constatation est que l'aménagement des horaires est une vue de l'esprit et qu'aucun progrès ne peut être sérieux :

— Aussi longtemps que les hommes et les femmes travailleront de 45 à 50 heures par semaine, il ne leur servira pas à grand-chose de gagner une demi-heure en faisant la « journée continue » et le soulagement qui en découlerait serait dérisoire pour les femmes qui retrouvent en rentrant tous les problèmes domestiques et familiaux. Dans les conditions actuelles de travail en France, l'aménagement des horaires ne pourrait être qu'une diversion faisant oublier les problèmes de fond et constituant un véritable sabotage d'une réforme nécessaire ;

— Aussi longtemps que les femmes ne recevront pas une formation professionnelle leur permettant d'accéder à des postes qualifiés ;

— Aussi longtemps que les salaires seront assez dérisoires pour ne pas couvrir les dépenses que provoque chez elle l'absence d'une femme ;

— Aussi longtemps que l'automatisme ne fera pas disparaître les emplois qui n'exigent pas de connaissances pratiques poussées mais une tension physique et nerveuse inhumaine ;

— Aussi longtemps que le travail à mi-temps, qui est pour certaines la seule solution, ne sera pas officiellement envisagé ;

— Aussi longtemps que ces conditions resteront inchangées, le travail féminin ne pourra pas progresser.

Pour provoquer une discussion, nous voudrions vous présenter quelques aspects du travail des mères de famille, persuadés qu'il existe pour chaque femme une solution personnelle et nous voudrions savoir si vous concluez avec nous que cette solution pourrait tout de même être, en partie, apportée par des mesures non plus individuelles mais sociales et surtout socialistes.

(1) 63 p. 100 des salariés (hommes et femmes) gagnaient, en 1958, moins de 50.000 anciens francs par mois.

Quatre cas parmi d'autres

● Mme T..., mariée, un enfant de moins de trois ans, en attend un autre. Conditionneuse en pharmacie, travaille 45 heures en cinq jours. Gagne 32.000 francs par mois, une heure de transport dans chaque sens (y compris halte chez la gardienne); déjeune sur place, à la cantine. Son enfant est confié à une voisine pour 800 francs par jour. Ne reçoit aucune aide ménagère.

BUDGET

Négatif :		
	Transport (300×4 semaines)	1.200
	Garde de son enfant : 500 (1)×5 (jours)×4 (semaines)	10.000
	Perte du salaire unique	3.890
	Manque à économiser (2)	5.000
		20.090

Positif :
Salaire : 32.000 (y compris indemnité de transport).

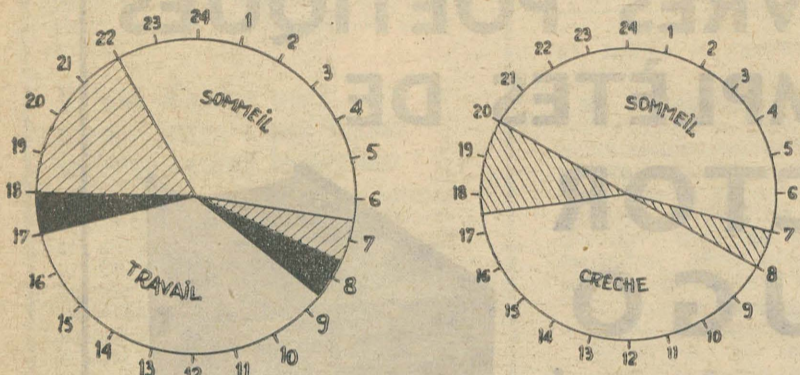
BILAN
Mme T... devra compter sur un apport de salaire de 32.000 - 20.090 = 11.910. Lors de son deuxième enfant sera né, si Mme T... continuait à travailler, elle devrait s'attendre à dépenser, en plus des 10.000 francs de pension supplémentaires : Deuxième part de salaire unique, 3.890, plus pension du deuxième enfant, 10.000 fr, soit 13.890 francs.

Bien que recevant 32.000 francs chaque mois, elle perdrait, à travailler : 32.000 - (20.090 plus 13.890) = 1.980 francs.

Une femme mariée ayant un enfant consacré, en moyenne, 44 heures par semaine aux travaux ménagers (y compris soins à son enfant) (3) que l'on peut répartir ainsi : 5 h 30×5 jours par semaine = 27 h 30. Le samedi et le dimanche, elle devra trouver, pour s'occuper de son ménage, 44 heures - 27 h 30 = 16 h 30... C'est-à-dire qu'elle dispose soit du samedi soir, soit du dimanche après-midi et ce sera tout le temps qu'elle pourra consacrer à son mari et aux loisirs.

(1) Mme T... aurait dépensé en restant chez elle à peu près 300 fr pour nourrir son enfant (moins de 3 ans) à midi 800 - 300 = 500.
(2) On considère que les frais de cantine d'usine sont assez bas pour ne pas représenter une dépense supplémentaire par rapport aux repas pris à la maison.
(3) Voir l'explication au paragraphe 2 de « Conclusions », p. 8.
(4) Chiffres cités par Stœzel dans la revue « Population » en 1948.

- Le premier cadran de chaque cas correspond à la mère, le second à l'enfant.
- EN GRISE : Pour la mère : le temps consacré aux tâches domestiques. Pour l'enfant, le temps passé avec sa mère.
- EN NOIR : Le temps consacré au transport.



● Mme Z..., deux enfants de moins de 4 ans, en attend un troisième, son mari est au service militaire et Mme Z... est dans l'obligation de travailler. Elle est cadre moyen dans un organisme international pour un salaire de 94.000 francs, a dû prendre une employée de maison pour s'occuper de son ménage et de ses enfants.

BUDGET

Négatif :		
	Domestique (y compris cotisations de sécurité sociale et nourriture)	40.000
	« Manque à économiser »	5.000
	Transport	1.200
		46.200

Positif :
Mme Z... ne touche pas d'indemnité de salaire unique car elle travaille dans un organisme international.

Salaire (indemnité de transport comprise) : 94.000
Mme Z..., pour subvenir à ses besoins et à celui de ses enfants disposera de 94.000 - 46.200 = 53.100
Allocations familiales 5.300

58.400 par mois pour 3 personnes.
Mme Z... a maintenant son troisième enfant, son mari, revenu du service militaire, a trouvé un emploi (de début) de cadre. Mme Z... se demande si elle va reprendre un emploi.

On lui propose un emploi à mi-temps à 35.000.

BUDGET

Négatif :		
	Perte du salaire unique	9.700
	Garde d'enfants 40.000 : 2 =	20.000
	Transport (billet demi-tarif)	600
	« Manque à économiser » (1)	2.000
		32.300

Positif :
Salaire à mi-temps 35.000 (indemnité de transport comprise).

BILAN
35.000 - 32.300 = 2.700.
Mme Z... qui avait un emploi de cadre renonce à reprendre du travail, le retrouvera-t-elle dans 4 ou 5 ans quand ses enfants seront d'âge scolaire ?

(1) Faible car elle dispose de plus de temps chez elle.

● Mme D..., deux enfants d'âge scolaire, cherche à compléter le salaire de son mari qui est ouvrier soudeur.

Première solution adoptée :
Faire des ménages les matins où ses enfants sont à l'école, travail qu'elle ne déclare pas (chose illégale mais couramment pratiquée).

Négatif :
Mme D... ne perd pas l'allocation de salaire unique puisqu'elle fait du travail noir. La gestion de sa maison souffre peu de son absence puisqu'elle est chez elle une demi-journée. Pas de manque à économiser.

Positif :
Pour trois heures de ménage chaque jour : 3×5 (jours)×4 (semaines)×280 francs = 16.800 francs.

BILAN
Apport de salaire de 16.800 francs.

Deuxième solution adoptée :
Mme D... cherche à gagner plus d'argent encore et décide d'entrer en usine. Sans aucune qualification, elle entre dans une usine d'appareillage électrique pour un salaire de 40.000 francs par mois, 45 heures de travail en 5 jours.

Devant partir, ainsi que son mari, à 7 h 30 tous les jours et l'école n'ouvrant qu'à 8 h 30, une voisine lui garde ses enfants une heure tous les jours (200 francs par heure). Les deux enfants vont déjeuner à la cantine et rester à l'école jusqu'à 18 h 30.

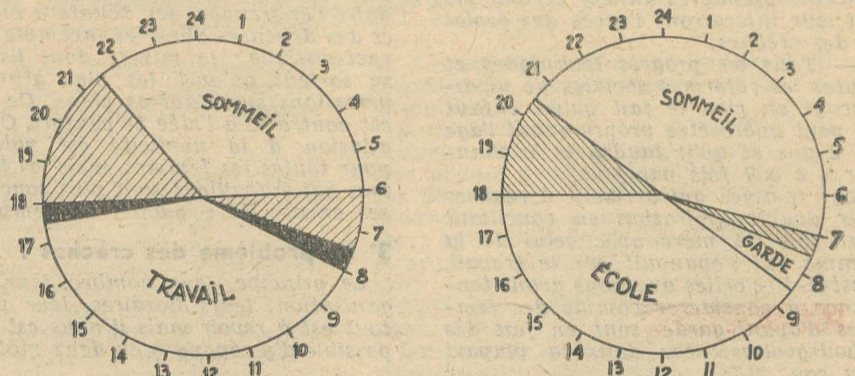
BUDGET

Négatif :		
	Perte du salaire unique	7.890
	Garde 200 francs×5 (jours)×4 (semaines)	4.000
	Quatre cartes de métro à 300 francs	1.200
	Manque à économiser	6.000
		19.090 fr.

Positif :
Mme D... touche un salaire de 40.000 francs (indemnité de transport comprise).

BILAN
Mme D... dispose, en réalité de 40.000 - 19.090 = 20.910 francs; par rapport à la première solution, 20.910 - 16.800 = 4.110 francs, au prix d'un effort énorme dont les enfants sont les premiers à souffrir.

Si l'on ajoute : temps de travail hebdomadaire, 45 heures; travaux ménagers : 46 heures; transport, 10 heures; sommeil (8 h 30×7) : 59,30, soit 160 h 30. Mme D... dispose bien à elle de 168 heures - 160 h 30 = 8 h 30 par semaine pour soins, culture, loisirs, etc. !



● Mme B., institutrice, 1 enfant de quelques mois, mari ingénieur stagiaire. Mme B part de chez elle à 8 h., dépose son enfant à la crèche, revient vers 17 h. le reprendre. Libre le jeudi et le dimanche. Déjeune à la cantine de l'école.

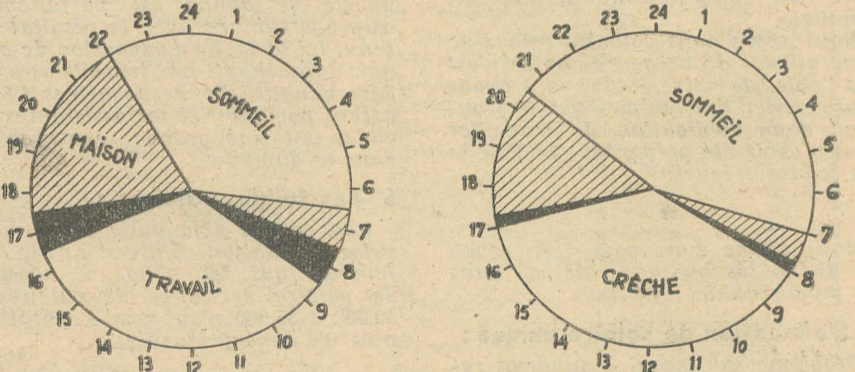
BUDGET

Négatif :		
	Perte de salaire unique	3.890
	Dépense crèche : (1) 280 fr × 4 (semaines) × 5 jours	5.600
	« Manque à économiser » (2)	2.000
	Transport	1.200
		12.690

Positif :
Salaire institutrice 60.000 fr (indemnité de salaire comprise).

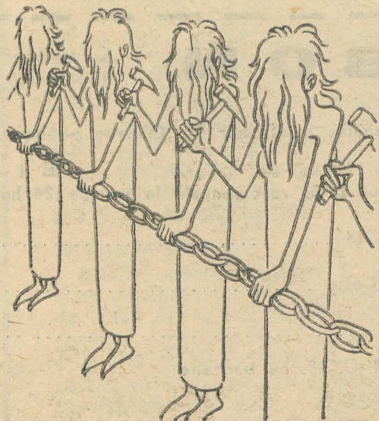
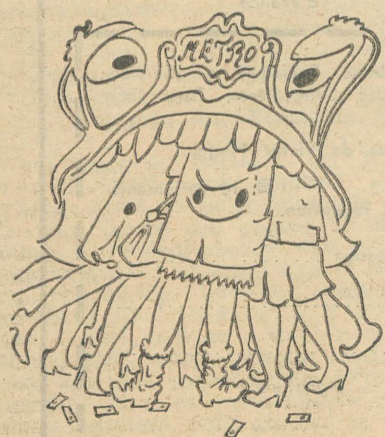
BILAN :
Mme B. dispose de 60.000 - 12.690 = 47.310 fr de salaire d'appoint. Bien que son salaire soit insuffisant les conditions sont meilleures car : 1) elle a trouvé une place dans une crèche à des tarifs abordables ; 2) elle n'a encore qu'un enfant et peut venir à bout de son travail ménager sans surmenage excessif ; 3) elle dispose du jeudi pour courses, examens médicaux de l'enfant et espérans-le quelques moments de loisir ; 4) Qu'arrivera-t-il lorsque son enfant tombera malade ?

(1) On considère que Mme B. aurait dépensé pour son enfant 300 fr pour le nourrir à midi : 580 - 300 = 280 francs.
(2) Mme B. disposant de plus de temps (interclasses et fin d'après-midi) on considère que le « manque à économiser » est moindre.



(Suite page 8.)

“Les Temps Modernes”



La femme dans la famille et dans la société

LA société dans laquelle nous vivons en 1962 est bâtie sur la famille considérée comme cellule de base. Famille étant entendue au sens moderne : mari + femme + enfants. Ce phénomène est irréversible et il est difficile de concevoir en France une société socialiste qui ne serait pas basée sur la famille. Le socialisme en France représenterait un changement de structures sociales mais aurait de la peine à modifier rapidement l'existence des Français et des femmes en particulier.

- La femme mettra toujours neuf mois pour « fabriquer » un enfant.
- Il y aura toujours environ quatre mois d'arrêt de travail à l'occasion de chaque naissance.

- Son rôle déterminant dans les premières années de l'enfant est mis en relief par tous les psychologues. Ce phénomène est totalement indépendant des structures sociales.

- Les enfants, à moins de progrès médicaux extraordinaires, auront toujours 4 à 5 maladies contagieuses dans les premières années de leur vie qui leur interdiront l'accès des écoles et des crèches.

- Tous les progrès techniques et toutes les réformes sociales ne modifieront en rien le fait qu'un enfant ne peut guère être propre avant l'âge de 2 ans et qu'il faudra le « changer » 3 à 7 fois par jour.

Les femmes qui arrivent à réaliser leur double aspiration en conciliant leur rôle de mère avec celui de la femme qui s'épanouit par le travail, c'est-à-dire celles que nous avons tendance à considérer comme des femmes d'avant-garde, sont en fait des « bourgeoises » car dans la plupart des cas :

- soit elles font appel à un personnel domestique, c'est-à-dire qu'elles emploient (ou exploitent) une des catégories de salariées heureusement en voie de disparition, car leur fonction est une des plus asservissantes qu'il soit (d'où appel à la main-d'œuvre espagnole). On se plaint beaucoup de la difficulté à trouver ce genre de personnel, qu'il est cher, qu'il est mal qualifié. Nous pensons que dans une société socialiste la « bonne » doit disparaître.

- soit elles font appel à un membre de leur famille, c'est-à-dire qu'elles reproduisent une cellule familiale archaïque avec tous les inconvénients psychologiques que cela comporte.

- soit elles font appel, mais c'est le cas le plus rare, aux services sociaux et grâce à une solide santé et probablement une participation active et compréhensive de leur mari, arrive à concilier leur double activité sans rien compromettre de leur vie familiale.

Nous avons omis volontairement de citer un cas de ce genre car ce n'est pas l'objet de notre étude, nous avons voulu parler des femmes qui se trouvent dans l'obligation de travailler sans y avoir été préparées car c'est le cas le plus fréquent.

Nous allons donc passer en revue les difficultés qui apparaissent dans les monographies ci-dessus :

1° L'allocation de salaire unique :

Problème sur lequel il faudrait revenir plus longuement mais qui nous apparaît comme une des revendications à formuler en premier :

- l'allocation de salaire unique ne profite qu'aux femmes pour qui le travail ne se présente pas comme une obligation.

- Elle n'est pas du tout adaptée aux exigences économiques en période de suremploi où il faut favoriser la mise au travail des femmes.

- Elle devrait donc faire partie des allocations familiales.

2° Le manque à économiser :

C'est un terme que nous avons inventé pour traduire le fait qu'une femme qui dispose de peu de temps en sortant de son travail va gérer sa maison avec moins d'« économie » que la femme qui reste au foyer, (nous n'avons pas voulu parler de gaspillage qui est un mot péjoratif). Nous pouvons énumérer l'origine de ce manque à économiser étant bien entendu que tous ces points ne sont pas valables dans leur ensemble pour toutes les femmes qui travaillent mais que fatalement l'un d'entre eux permet l'existence d'un « manque à économiser ».

- Achats fait plus rapidement, dans des épiceries et non point au marché (d'où dépense supplémentaire de 10 à 25 %), de même moins de temps pour choisir entre des magasins pratiquant des prix différents.

- moins de raccommodage, de travaux de couture ou d'entretien, d'où renouvellement plus fréquent des vêtements et de l'équipement ménager.

- Linge déposé dans des « lave-au-poids ».

- Obligation d'être habillée ou coiffée avec plus de raffinement tous les jours (employée de bureau, vendeuse, etc.).

- Etc...
- Ce « manque à économiser » pourrait disparaître partiellement grâce au développement :

- de coopératives et groupements d'achats avec service de livraisons à domicile,

- de l'éducation ménagère,

- par une mise en garde contre la publicité et le mythe des instruments ménagers qui « soi-disant » simplifient (c'est vrai de quelques-uns) la vie matérielle des femmes mais qui, bien souvent, entraînent les ménages dans l'engrenage des achats à crédit et des dépenses abusives (exemple caractéristique : le mixer) dont ils ne se sortent qu'avec les plus grandes privations sur d'autres plans. Ce qui est contraire à l'idée de confort. Cette allusion à la publicité est valable pour toutes les femmes, mais les femmes qui travaillent sont plus soucieuses encore de « gagner du temps ».

- par une mise en garde contre la publicité et le mythe des instruments ménagers qui « soi-disant » simplifient (c'est vrai de quelques-uns) la vie matérielle des femmes mais qui, bien souvent, entraînent les ménages dans l'engrenage des achats à crédit et des dépenses abusives (exemple caractéristique : le mixer) dont ils ne se sortent qu'avec les plus grandes privations sur d'autres plans. Ce qui est contraire à l'idée de confort. Cette allusion à la publicité est valable pour toutes les femmes, mais les femmes qui travaillent sont plus soucieuses encore de « gagner du temps ».

- par une mise en garde contre la publicité et le mythe des instruments ménagers qui « soi-disant » simplifient (c'est vrai de quelques-uns) la vie matérielle des femmes mais qui, bien souvent, entraînent les ménages dans l'engrenage des achats à crédit et des dépenses abusives (exemple caractéristique : le mixer) dont ils ne se sortent qu'avec les plus grandes privations sur d'autres plans. Ce qui est contraire à l'idée de confort. Cette allusion à la publicité est valable pour toutes les femmes, mais les femmes qui travaillent sont plus soucieuses encore de « gagner du temps ».

3° Le problème des crèches :

Le principe, leur nombre, leur organisation, leurs horaires, leur prix, tout est à revoir mais il nous est impossible d'y répondre en deux mots.

4° Les horaires :

Problème important, inséparable des données économiques (logement, transport) et qui touchent aussi bien les hommes que les femmes, mais dans le cas précis des mères qui travaillent, l'aménagement des horaires devrait aussi être étudié non seulement au cours d'une journée (en fonction des heures d'école) mais au cours d'une semaine (problème du jeudi) et au cours d'une année (problème des vacances scolaires). Nous avons déjà dit plus haut qu'il nous était impossible d'étudier ce problème isolément.

5° Etude du budget familial :

L'obligation de travailler peut être mal interprétée, les budgets que nous vous soumettons montrent que dans une grande partie des cas si la femme faisait un calcul simple mais non évident, elle constaterait que la peine qu'elle se donne est parfaitement disproportionnée avec le résultat obtenu. Ici la tâche d'éducation de ceux qui approchent les travailleuses est déterminante. Les responsables d'Education populaire et les assistantes sociales ont une grande responsabilité dans ce domaine.

6° Les faibles salaires :

Nous avons déjà parlé de la mauvaise formation professionnelle des femmes qui les oblige à accepter des salaires dérisoires (des salaires de 30.000 à 35.000 n'ont rien d'exceptionnels, ils sont fréquents).

Nous aurions bien trop de scrupules à conclure pour ou contre le travail des mères de famille ayant de jeunes enfants. Le fait est qu'un nombre non négligeable d'entre elles travaillent, qu'avons-nous à proposer ? Dans le cas de femmes ayant des enfants plus âgés le problème est différent mais les difficultés restent importantes surtout si celles-ci ont cessé toute activité lorsque leurs enfants étaient plus petits.

Notre première conclusion avant une étude plus poussée pourrait être : Les conditions matérielles sont d'autant mieux réalisées que le Travail pour une femme se présente plus comme un choix que sous une forme d'obligation.

Avant toute chose, nous avons voulu détruire les mythes qui concernent les femmes. Que ce soit « sa place est au foyer » ou la « femme est l'égal de l'homme », en ce qui concerne le travail, des femmes en ont beaucoup souffert jusqu'ici.

Alice Léaux, Josette Pasquier, Geneviève Servet.

S.O.S. P.S.U. !

Camarade tunisien cherche d'urgence chambre indépendante ou petit studio, 150 NF par mois. Ecrire à Tribune Socialiste, rédaction, 8, rue Henner, Paris-9^e, qui transmettra.

● Camarade, collaborateur de « T. S. », cherche chambre de bonne Paris (50 à 70 NF par mois).

● Camarade étudiante cherche urgence chambre indépendante, préf. rive gauche ou centre, 8 à 150 NF par mois. Ecrire à Tribune qui transmettra.

● Jeune camarade revenant de l'étranger, cherche ch. indépend. Maximum 150 NF. Répondre d'urgence à T.S., 8, rue Henner, Paris-9^e, qui transmettra.

PETITES ANNONCES

● Chef de Bureau d'études P.S.U. cherche dessinateur petites études ou étude 1, connaissant petite mécanique électrique pour entreprise de Paris XX^e.

Téléphoner à Fédér. Paris, TRI 88-97.

● Camarade représentant IMPRIMERIE, connaissances techniques, cherche place représentation ou emploi connaissance de vente et réception de clientèle. S'adapterait à un emploi avec responsabilités. Paris. Possède voiture.

Ecrire au journal qui transmettra, 8, rue Henner, Paris-9^e.

● Ferais à mi-temps retouches de positifs, montages avec dessins, etc. pour Presse et Publicité. Ecr. journal qui transmettra.

TOUTE LA PRESSE ACCLAME L'OUVRAGE SENSATIONNEL DONT « TRIBUNE SOCIALISTE » A ANNONCÉ RÉCEMMENT LA PARUTION : LES

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO en un volume !

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel) ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (*Les Contemplations*, *Les Feuilles d'automne*, etc.), exotique (*Les Orientales*), épique (*La Légende des siècles*), cosmique (*Dieu, La Fin de Satan*), familière (*Les Chansons des rues et des bois*), tonnante et vengeresse (*Les Châtiments*), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'Histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages.

Ce volume dont nous avons tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21x27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc — le tirage s'épuise rapidement et le nombre d'exemplaires qui ont pu être mis de nouveau à notre disposition étant limité — de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service littéraire, 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e), le bon de commande ci-dessous :



CONDITIONS EXCEPTIONNELLES A NOS LECTEURS
(France métropolitaine)

13,50 NF par mois (10 versements)

ou 120 NF COMPTANT

(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile
Transport et emballage gratuits
Faculté de retour et rien à payer d'avance

B O N

à adresser à « Tribune Socialiste » (Service littéraire), 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e)

Veillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo.

Je réglerai en 1 3 10 versements
sauf si je vous renvoie le volume 24 heures après réception.

NOM Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire Signature :

LE SCRUTIN "LA MALÈNE" REPOUSSÉ PAR LES JOURNALISTES DE LA R.T.F.

DEUX cent neuf voix pour les syndicats « traditionnels », 177 pour le Syndicat des Journalistes de Radio et de Télévision. 32 voix d'écart entre les trois formations groupées pour la circonstance et un syndicat âgé de quatre mois. Le résultat suscite d'ailleurs plusieurs réflexions :

1) Il prouve que le S.J.R.T. est incontestablement devenu le syndicat le plus représentatif de la R.T.F.

2) Il démontre qu'à Paris, le S.J.R.T. seul arrive largement en tête. Il a fallu à ses adversaires les éléments de province et des territoires d'outre-mer pour l'emporter. Or, il existe, en la matière, un indéniable « déphasage » entre les journalistes parisiens et ceux de province, et a fortiori, de Brazzaville ou de Djibouti informés très fragmentairement du renouveau syndical en cours.

Compte tenu de ces faits, on peut dire que la liste animée par le S.J.R.T. et conduite par Joseph Pasteur et Frédéric Pottecher a enregistré pour cette première consultation des résultats plus qu'encourageants. Car il ne faut pas oublier quelles embûches la Direction a multipliées à l'égard du S.J.R.T. Tout a été entrepris pour l'éliminer et d'abord l'établissement sur ordre de M. de La Malène d'un système électoral inique : le scrutin majoritaire sans panachage, contraire à la loi en matière d'élections aux commissions paritaires. Aussi, le S.J.R.T. avait-il annoncé avant le vote qu'il déposerait quel que soit le résultat une demande d'annulation du scrutin.

Mais qu'est donc le S.J.R.T. pour que la direction lui réserve ainsi tous ses coups ?

C'est, avant tout, l'expression spontanée de la réprobation des journalistes devant la dégradation de la profession à la R.T.F. Chose impardonnable : pour la première fois depuis longtemps, un syndicat a osé dépasser l'habituelle question des

« frais de mission » pour poser les grands problèmes : la dignité professionnelle des journalistes et l'objectivité de l'information à la R.T.F.

On a reproché au S.J.R.T. d'être un syndicat « en suspens », c'est-à-dire de n'être rattaché à aucune confédération.

Le S.J.R.T. n'a d'ailleurs jamais interdit à ses membres qui le désiraient de rester attachés à une confédération et d'avoir la double affiliation. Le S.J.R.T. ne lance aucune exclusive, mais il est un fait qu'il n'existerait pas et ne serait pas suivi si chacun avait joué son rôle. Il faut croire que les autres syndicats de l'entreprise (Syndicat Unifié des Techniciens, les deux Syndicats autonomes d'Administratifs, la C.G.T. du Spectacle, la C.F.T.C. des Administratifs même) pensent ainsi puisqu'ils ont totalement épaulé l'action du S.J.R.T. jusqu'ici.

La lutte ne fait que commencer. Espérons que tous les syndicats de journalistes seront aux côtés de leurs camarades du S.J.R.T. pour arracher à une Direction de combat l'amélioration des conditions matérielles et morales de l'ensemble des journalistes de la R.T.F.

Arland.

Mais, depuis cet article, un fait nouveau est intervenu : la Commission exécutive de Force Ouvrière a décidé de retirer ses deux élus à la Commission paritaire et a demandé aux deux autres syndicats avec qui elle avait fait liste commune de prendre une attitude semblable.

Le syndicat F.O. préconise également « une nouvelle consultation du personnel qui puisse permettre à chaque tendance d'avoir au sein de la Commission la place qui lui revient et les représentants de son « voix ». Rappelons que l'ensemble des syndicats de journalistes avait protesté contre le mode de scrutin imposé par la direction.

Voilà à quoi a abouti la politique de mise en condition de M. de La Malène.

Le salon des pauvres

IL existe en France une véritable industrie du camping qui a très largement dépassé le stade des fabrications artisanales d'avant guerre. Chaque année, à l'entrée de l'hiver, un salon professionnel propose aux détaillants les nouveautés de la saison et, depuis treize ans, un « salon » de printemps est ouvert au grand public. L'organisation de ces deux expositions est due à une initiative privée et, le moins qu'on puisse dire, c'est que tout n'est pas mis en œuvre pour assurer le succès de ces manifestations. La Ville de Paris, refusant la clairière de Vincennes, à la Porte Dorée, c'est l'aérodrome du Bourget qui reçoit cette année les exposants, sur un sol absolument inadapté où voisinent les plaques cimentées, les pistes mécaniques d'envol, les borbiers et les graviers. Quelques centaines d'exposants ont tant bien que mal dressé leurs tentes. Les éléments se sont mis de la partie, le vent et la pluie ont transformé ce salon, qui devrait être celui de la joie et des vacances heureuses, en un morne camp de la désolation que boude le public malgré les informations optimistes des organisateurs.

Mais le véritable problème est plus grave. Si le camping en France connaît un essor sans cesse croissant, c'est avant tout parce qu'il constitue le seul moyen relativement économique pour les travailleurs de toutes les classes sociales, de prendre des vacances. Il est notoire que l'Hôtellerie française, faute de plan d'équipement cohérent, est dans son ensemble la plus chère et la plus inconfortable d'Europe. Il est également notoire que l'équipement du pays en terrains de camping aménagés a été établi de façon anarchique, et cela pratiquement sans aide des pouvoirs publics, avec une réglementation tardive qui n'est encore respectée que très approximativement. Une sorte d'univers concentrationnaire

sous toile, avec tous les inconvénients d'une promiscuité dégradante, s'établit dans les régions les plus touristiques, comme la Côte d'Azur, et va ainsi à l'encontre de ce que le camping pourrait apporter à ceux qui recherchent calme, détente et repos en pleine nature.

Nous voyons rapidement ces trois points car ils conditionnent l'achat du matériel qui est de plus en plus effectué dans le sens du camping familial.

Les grandes tentes carrées dans lesquelles il est possible de se tenir debout et où les mères de famille ne connaissent plus les servitudes du camping sauvage apportent un réel confort. Le visiteur du salon est certainement embarrassé devant la multitude des modèles qui lui sont proposés. Quelles sont les normes essentielles qui doivent guider son achat ?

Tout d'abord, les dimensions des modèles en fonction de l'usage qui doit en être fait. Les dimensions indiquées sur les catalogues et sur les plans, sont celles des tentes au sol : il y a donc lieu de vérifier si ces dimensions sont respectées par le fabricant. Cela concerne plus particulièrement les tentes intérieures qui servent pratiquement de chambres à coucher.

Le deuxième point important, c'est la qualité de la toile et les détails de finition.

Enfin, troisième point, le prix. Le temps des remises fallacieuses est dépassé. De plus en plus le campeur fait confiance au détaillant spécialiste qui vend à PRIX NET du matériel de qualité. En effet, si la tente est elle-même essentielle pour le campeur 1962, celui-ci complète son équipement par des lits, des sacs de couchage, du mobilier pliant, etc. Le couchage tient évidemment une place importante : la meilleure solution actuelle consiste en sacs de couchage-couverture qui peuvent être utilisés comme couvre-pieds à la maison, et comme literie de camping. Certains modèles, en fibres lavables, connaissent en ce moment un grand succès bien qu'ils soient moins chauds que les duvets traditionnels.

Face aux groupements d'achats et aux chaînes de détaillants, les coopératives répondent parfaitement aux besoins des consommateurs en leur proposant une sélection de matériel très étudié, leur permettant ainsi de réaliser leurs achats aux meilleures conditions. Le bénéfice de semblables établissements est entièrement utilisé au profit du client. En effet, il est immédiatement réinvesti dans les achats de la saison prochaine. D'autre part, les coopératives, gérées par les consommateurs eux-mêmes, sont les seules qui peuvent faire passer l'intérêt de leurs clients avant le souci du profit personnel.

Si vous allez au Salon du Bourget, suivez les quelques conseils ci-dessus. Ne vous laissez pas abuser par des remises illusoires qui sont toujours au détriment de la qualité, et faites confiance à ceux qui défendent réellement les intérêts du campeur.

Albert Roux.

L'oubli : une lâche complicité

MILITANTS frappés pour avoir combattu la guerre l'Algérie et aidé la Révolution algérienne : emprisonnés, déserteurs, insoumis, soldats punis, souvent c'est tout le cours de leur existence qui va dépendre du résultat de la lutte à mener en vue de la levée — et de l'effacement — des peines qui leur furent infligées. Un tel objectif est déjà — en soi — suffisamment important pour justifier une campagne active et opiniâtre. Même sur le plan simplement humain, il n'est pas concevable que l'on puisse laisser à la terrible solitude des prisons ou à l'inconfort de l'exil ces hommes et ces femmes, à qui nous sommes, pour une part non négligeable, redevables d'avoir rapproché l'heure de ce cessez-le-feu dont nous nous réjouissons. L'oubli, une campagne insuffisante seraient, de notre part, comme une sorte de complicité avec le régime dont ils ont éprouvé les coups.

Mais nous ne pouvons ignorer qu'à travers eux, c'est nous tous : la gauche française, qui sommes concernés. Si nous ne parvenons pas à les arra-

cher à la répression, nous-mêmes risquons fort de la subir à notre tour et durement. Bien sûr, ce n'est pas la seule bataille que nous ayons à engager. C'est en tout cas la plus urgente. Et la victoire sur ce terrain nous aidera à gagner les autres.

Nombre de ceux qui n'ont plus à être convaincus de la nécessité de cette lutte se posent cette question : comment, par quels moyens ? Pétitions, résolutions, communiqués n'ont-ils pas, au cours des sept années de cette guerre fait la preuve de leur parfaite inefficacité. Alors quoi faire ? A cela beaucoup répondent en levant les bras au ciel et, de guerre lasse, parce qu'il faut quand même faire quelque chose, continuent, sans y croire, à signer des pétitions ou à rédiger des communiqués. Aussi bien l'essentiel n'est pas de déterminer abstraitement les moyens à mettre en œuvre. Ils doivent être ceux que commande la fin qu'on poursuit. Lors de la grande grève de la faim de novembre dernier, avaient été utilisés : la conférence de presse, les pressions de personnalités et or-

ganisations étrangères sur les représentations diplomatiques françaises, l'édition d'un bulletin d'agitation (la « Voix des prisons ») et, notamment à Marseille et à la Roquette, des manifestations de femmes. Aucun de ces moyens ne saurait être rejeté, a priori. Peut-être faudra-t-il aller jusqu'aux plus énergiques. D'autres peuvent être envisagés, comme, par exemple, en cas d'élections, la candidature de détenus, d'insoumis ou de déserteurs. Le principal — et aussi le plus urgent — est de rendre largement populaire l'objectif de la campagne. Les syndicats, la Ligue des Droits de l'Homme, les divers organismes de solidarité, les assemblées électives (notamment le Parlement, le Conseil général de la Seine et le Conseil municipal de Paris) offrent à cet égard d'excellentes tribunes. Elles doivent se répercuter sans cesse ces deux mots d'ordre : libération des emprisonnés — anticolonialistes et antifascistes français — effacement de toutes les peines.

COOPÉRATIVE

Tout le matériel de Plein Air à des prix populaires
TENTES CARRÉES CAMP

2 Personnes	— PRIX NET	389 NF
3 »	»	459 NF
4 »	»	499 NF
5 »	»	579 NF
Familiale vis-à-vis	»	792 NF

SELECTION DE TOUTES LES GRANDES MARQUES

COOPÉRATIVE LES SPORTS — 6, rue de Paradis — PARIS X^e — Téléph. : PRO 46-66
Métro : Gare de l'Est et Château d'Eau — 3 étages d'exposition permanente

LES SPORTS

Air à des prix populaires
TENTES MESSENGER

"OSCAR DU CAMPING"	
Nomade Junior	— PRIX NET 773 NF
Capri 220	» 449 NF
Capri 240	» 574 NF
Capri 300	» 664 NF

DES DATES A RETENIR...

Conférence régionale-presse à Montauban

Le dimanche 15 avril se tiendra, à 9 h. 30, salle du café de la Comédie (face au théâtre), à Montauban, une conférence régionale de presse, sous la présidence du camarade A. Montariol, secrétaire fédéral de la Haute-Garonne, membre du C.P.N.

● **Matin, 9 h. 30 :** Rapport de Jules Fourrier, sur le travail et l'action de la diffusion de « Tribune Socialiste » dans le Sud-Ouest.

11 heures : Discussions sur le rapport.

● **Après-midi, 14 h. 15 :** Rapport de Roger Cerat, de l'administration de « Tribune Socialiste », sur le rôle que doit jouer notre organe national à travers la lutte politique que mène le Parti.

15 h. 30 : Discussion.

Ces assises régionales sont organisées pour la première fois. Elles font suite aux décisions qui ont été prises à la conférence nationale tenue les 17 et 18 mars à Paris.

L'utilité d'un tel rassemblement qui groupera les fédérations des départements suivants : Aude, Ariège, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Aveyron, Pyrénées-Orientales, Gers, Tarn-et-Garonne, Tarn, Lot-et-Garonne, Lot et Haute-Garonne, n'est pas à démontrer. Il apportera une meilleure liaison avec la rédaction et aidera le journal dans le domaine du travail rédactionnel comme dans celui de la diffusion.

Un groupe "Assurances" au PSU

Un Groupe d'Action Socialiste pour les professionnels de l'Assurance (employés dans les cabinets de courtage ou compagnies d'assurances, agents et inspecteurs des services extérieurs) se constituera le

SAMEDI 28 AVRIL 1962

● **Ordre du jour :**

— Le programme du P.S.U.

— Les nationalisations des compagnies.

— La politique à poursuivre.

Tous les militants et sympathisants intéressés peuvent s'inscrire en écrivant :

G.A.S. Assurances - P.S.U., 8, rue Henner, Paris-IX.

12^e anniversaire de la mort de Léon Blum

Dimanche matin, 8 avril, à l'appel des fédérations de Paris, de la Seine-Banlieue et de la Seine-et-Oise du P.S.U., une manifestation a eu lieu à Jouy-en-Josas devant la tombe de Léon Blum pour commémorer le 12^e anniversaire de sa mort.

Aux côtés de Jeanne Léon Blum, se trouvaient en tête du cortège Edouard Depreux, secrétaire national, Robert Verdier et Maurice Klein, du Bureau national, Daniel Mayer, président de la Ligue des Droits de l'Homme, Oreste Rosenfeld, Dubois et Lohrer, de la fédération de Paris, Lucienne Borchio, Cleta Mayer, secrétaire de la Société des Amis de Léon Blum, ainsi que de nombreux militants des trois fédérations.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9^e.)

Edouard Depreux à Orléans

Edouard Depreux a fait une conférence le vendredi 30 mars à Orléans. Devant une assistance attentive, il a exposé de façon vivante la position du P.S.U. face aux problèmes de l'heure et les grandes lignes du programme du Parti visant à fonder une VI^e République s'orientant vers le socialisme.

Maurice Combes qui présentait Edouard Depreux avait rappelé le combat pour la décolonisation et la paix en Algérie mené par les groupements qui devaient constituer le P.S.U., soulignant notamment qu'en 1956, la minorité S.F.I.O. à laquelle Depreux et lui appartenaient déclarait que l'Algérie « avait vocation à l'indépendance » et que la prolongation de la guerre risquait de mener au fascisme.

Depreux rappela de son côté qu'en 1946, le général Leclerc, lui-même, était partisan de l'indépendance de l'Indochine et il stigmatisa, en ce qui concerne l'Algérie, la trahison malletiste enrobée dans le vocabulaire du marxisme dogmatique. Il souligna ensuite notre opposition au régime né du coup de force du 13 mai 1958, lequel avait été tenu sur les fonts baptismaux par Solan et avait contribué, en trompant l'armée et les Européens d'Algérie, à la naissance de l'O.A.S. Depreux ironisa sur le programme de l'U.N.R. qui consiste à faire confiance à de Gaulle « pour le passé, pour le présent et pour l'éternité ». A la veille du Conseil national, il indiqua que les membres du P.S.U. étaient unanimes à dire « oui » à la paix et « non » au pouvoir personnel, les divergences sur la réponse à apporter étant purement tactiques.

Edouard Depreux insista également sur le fait que les ambitions du pouvoir gaulliste en ce qui concerne la constitution d'une force de frappe nationale étaient dangereuses et rappela la position du Parti en faveur du désarmement et contre toutes les explosions nucléaires.

Il exposa enfin la politique de Front socialiste qui doit permettre à la gauche de reprendre le pouvoir et d'atteindre un point de non-retour lui permettant de faire face à la contre-offensive de la droite.

En réponse aux questions, Ed. Depreux conseilla aux Républicains présents de ne pas répondre « non » au référendum afin d'isoler l'O.A.S.. Par contre, lorsqu'il indiqua que le P.S.U. semblait favorable dans sa majorité au bulletin nul, il fut chaleureusement applaudi.

La Fédération du Loiret avait d'ailleurs adopté une telle position à la quasi-majorité.

Pierre Stibbe à Privas

Le vendredi 25 mars 1961, s'est tenue une conférence publique, organisée par le comité antifasciste de Privas, dans lequel le P.S.U. participe activement. Notre camarade Pierre Stibbe en était l'orateur. La salle de l'Hôtel de Ville avait rassemblé quelque 200 personnes dont environ un tiers de jeunes. L'auditoire suivit l'exposé objectif, clair et brillant de notre ami. L'Algérie après le cessez-le-feu, les garanties accordées aux Européens, notre action, tels furent les principaux points évoqués. Très impressionnés, les auditeurs purent à loisir interroger Pierre Stibbe. Une motion fut approuvée et remise le lendemain à la préfecture.

Meurthe-et-Moselle

Nos camarades François Borella et Jack Lang ont été, dans la nuit du 7 avril, victimes d'un attentat au plastic.

Heureusement, on ne déplore que de gros dégâts matériels, mais sans le courage du concierge de l'immeuble où habite Jack Lang, on aurait eu à déplorer la perte de nombreuses vies humaines.

Le journal « Aspects de la France » — que gêne leur efficace action antifasciste — n'a pas craint de menacer nos camarades. La police alertée s'est révélée très passive.

Le Comité Républicain Antifasciste a organisé une manifestation devant l'immeuble de François Borella.

La conférence de presse donnée par Pierre Mendès-France et à laquelle assistaient de nombreux représentants de la presse écrite et parlée, dont certains étaient venus d'Allemagne fédérale et du Luxembourg, rehausse encore les efforts du P.S.U. en Meurthe-et-Moselle.

Pour le Centre de Documentation du Parti

Le P.S.U. lance un bulletin d'information qui, à partir de la presse quotidienne, hebdomadaire et périodique, et sous forme de notes brèves, doit analyser l'actualité politique, économique et sociale pour permettre aux militants et cadres du Parti d'être mieux armés dans leurs luttes de chaque jour.

Tous les camarades, en particulier syndicalistes, journalistes, enseignants, chercheurs, qui pourraient apporter une collaboration, même limitée, à ce bulletin sont instamment invités à se mettre en rapport avec la Commission nationale de Formation du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9^e.

Un appel particulier est adressé aux membres du P.S.U. qui appartiennent au Club Jean-Moulin et à tous ceux qui, en raison de leurs activités dans certains ministères (Industrie, Agriculture, Travail, Finances, Affaires économiques, etc.) ou dans certains organismes, publics (Institut des Sciences Sociales du Travail, Centre d'Etudes Sociologiques, Fondation Nationale des Sciences Politiques, I.N.R.A., etc.), semi-publics (C.N.C.E., S.E.D.E.S.) ou privés (C.R.E.D.O.C., etc.), peuvent apporter à ce bulletin une aide efficace sans effort particulier.

Aucun parti n'est aussi riche en éléments capables de mener à bien une entreprise qui sera infiniment utile pour les fédérations.

STAGE NATIONAL « ENTREPRISES »

Le stage s'est déroulé, du 2 au 7 avril, dans d'excellentes conditions.

Nous donnerons, la semaine prochaine, un compte rendu de cette session.

VIENT DE PARAITRE

Le n° 13-14 des Cahiers du C.E.S.

Structures sociales et action de masse

L'exemplaire : 2,40 NF

C.C.P. Tribune Socialiste Paris 5826-65

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e.

M. MALTERRE représente-t-il bien la C.G.C. ?

Un de nos camarades, représentant en Saône-et-Loire, nous communique la lettre ci-dessous, adressée à un responsable de la C.G.C. et relative à la position de M. André Malterre, président de la C.G.C., face au problème algérien. On sait que M. Malterre ne cache pas ses tendances « Algérie française ». Il est ainsi prouvé une fois de plus que, sous couvert d'apolitisme, des dirigeants syndicaux se font souvent les défenseurs d'une mauvaise politique.

19 mars 1962.

Monsieur LE FERME, Président de la Chambre Syndicale nationale de la Représentation commerciale.

Monsieur le Président et Cher Collègue,

NOTRE Chambre syndicale est adhérente à la Confédération générale des Cadres.

Notre Chambre syndicale a pour principe de s'attacher à la défense de nos intérêts professionnels sans se mêler directement de questions politiques.

La C.G.C., dont nous faisons partie, est présidée par M. André Malterre.

M. Malterre, depuis plusieurs années, parlant non en son nom personnel, mais sous le couvert de son titre de Président de la Confédération générale des Cadres, se livre à une activité politique plus ou moins ouverte (Colloque de Vincennes, déclarations du 18 mars 1962 à l'Union des Cadres du Sud-Ouest de Bordeaux, etc.), qui sort nettement du cadre du mandat qui lui a été confié et qui, qu'on le veuille ou non, engage l'ensemble des organisations adhérant à la C.G.C.

Je vous demande ce que vous comptez faire pour remédier à un état de choses susceptible de faire pénétrer directement la politique à l'intérieur de la C.S.N. et d'entraîner de la part de certains de ses membres des réactions préjudiciables.

Veillez agréer, Monsieur le Président et cher Collègue, l'assurance de mes sentiments syndicalistes.

Plus que jamais SOUSCRIVEZ !

Le P.S.U. se porte de mieux en mieux. Partout les adhésions affluent. Les jeunes garçons et les jeunes filles nous rejoignent en grand nombre.

La modicité de nos ressources matérielles limite — hélas! — notre effort permanent de propagande, de recrutement, de formation. Beaucoup d'entre vous ont répondu à notre appel.

Nous avons besoin de plus d'argent pour travailler utilement.

Pourquoi les sections ne ver-

seraient-elles pas des cotisations mensuelles ?

Faites-vous collecteurs de fonds pour le P.S.U.

Versez et faites verser à Maurice Klein, 37, rue de Trévisse, Paris-9^e (C.C.P. 4435-35 Paris) les sommes qui permettront de mieux faire connaître le P.S.U.

Remplissez et faites remplir la déclaration ci-dessous.

Merci à tous.

Pour le Bureau National, Le Secrétaire : Edouard Depreux Le Trésorier : Maurice Klein

Je, soussigné, (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste

Unifié, la somme de NF.

Date :

Signature :

Histoire du Socialisme

Militant et historien par sa profession, notre camarade Daniel Ligou vient de publier une volumineuse « Histoire du Socialisme en France de 1871 à 1961 » (1), qui prendra place, sans aucun doute, dans la documentation de base de tous ceux qui s'intéressent à des titres divers au développement du socialisme dans notre pays.

UNE précision s'impose d'abord pour éviter tout malentendu. Le terme de socialisme peut être pris dans des acceptions diverses. Ainsi, Edouard Dolléans, dans ses trois volumes désormais classiques, avait embrassé l'ensemble du mouvement ouvrier, ne séparant pas le développement du syndicalisme du développement du socialisme sous la forme de partis politiques. Et, pour la période postérieure à 1920, il étudiait aussi bien l'histoire du parti communiste que celle de la S.F.I.O. Zévaës de même, prolongeant jusqu'en 1947, un ouvrage souvent réédité, avait parlé des deux partis se réclamant du socialisme.

Daniel Ligou a limité essentiellement son étude, même après 1920, à l'histoire de la S.F.I.O. : il n'est question du P.C. que dans la mesure où se trouve posé, au fil des événements, le problème des rapports entre les deux partis. Toutefois, comme cette histoire nous conduit jusqu'en 1962, le dernier chapitre de la quatrième partie raconte la formation du P.S.A., puis la constitution du P.S.U. Est-il besoin de souligner que c'est un des éléments d'intérêt — et pas seulement, pour nous — du livre de Daniel Ligou ?

C'est une entreprise bien difficile que de raconter l'histoire d'un parti politique. Celle-ci, en effet, a toujours un double aspect : il y a d'une part la vie intérieure de l'organisation, et, d'autre part, son action extérieure, qui ne se sépare pas de l'histoire générale. Et les deux aspects sont évi-

demment toujours étroitement mêlés. On imagine tous les problèmes que cela pose à un auteur qui cherche à ne pas sacrifier la complexité des faits à la clarté de l'exposition et qui ne veut point sortir des limites de son sujet.

Daniel Ligou a su vaincre la difficulté. Il va de soi que chaque lecteur sera parfois tenté de regretter qu'une partie plus grande n'ait pas été faite au rappel de tel ou tel événement de l'histoire générale, ou à la reproduction de tel ou tel texte important. Dans un premier mouvement, par exemple, j'ai estimé qu'il eût été bon de reproduire intégralement le texte des vingt et une conditions posées par l'Internationale communiste en 1920 ou le projet de Charte d'Unification que le P.C. proposa à la S.F.I.O. en 1945 et qui faisait explicitement référence à Staline. Mais l'étude aurait eu alors un volume excessif. Constatons que, du moins, l'essentiel de ces documents est très utilement résumé.

Les qualités de clarté de cet ouvrage sont sensibles, notamment dans la partie qui est consacrée à la période de 1880-1905. Le socialisme est alors dispersé en multiples groupes qui se livrent de violentes querelles, souvent confuses parce que, comme il arrive presque toujours, les rivalités personnelles se mêlent aux conflits de doctrine. Le clivage entre l'action syndicale et l'action politique n'est pas fait. Le Boulangisme ajoute encore à la confusion. Ainsi l'étude de cette période a-t-elle toujours été un écueil pour les historiens du mouvement socialiste français. Daniel Ligou s'est mieux tiré de cette redoutable épreuve que la plupart de ses prédécesseurs.

Ainsi, malgré l'austérité de sa matière, ce livre est-il d'une lecture aisée. On notera enfin que la très abondante bibliographie placée à la fin du volume sera, pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du socialisme, un instrument de travail fort utile.

R. V.

Daniel Ligou présentera et signera son ouvrage, le jeudi 19 avril, de 18 à 20 h 30, à la librairie « Club Echange », 11, avenue de La Motte-Piquet.

(1) Presses Universitaires de France. Un volume : 28 NF (plus T.L.).

J'AI 8 ANS

Toute personne (ou groupe) qui désirerait acquérir ou projeter le film « J'ai huit ans », composé de dessins d'enfants algériens et dont nous avons parlé dans ces colonnes, est priée de se mettre en relation avec le Comité Maurice Audin, 12, rue Pré-aux-Clercs, Paris-7^e.

Accattone



Le film qui porte ce titre n'est pas un chef-d'œuvre. C'est l'histoire d'un petit voyou des faubourgs romains qui ne réussit pas à rester souteneur,

essai, avec vigueur et meurt accidentellement en cherchant à échapper à la police.

L'ambition de l'auteur a été de donner à ce destin sordide une dimension tragique (d'où l'emploi de musiques de Bach), mais le résultat ne dépasse pas un naturalisme assez sommaire, et surtout fort bavard. Pourtant, Pier Paolo Pasolini (P.P.P. comme on l'appelle en Italie) vaut mieux que ce film. Il est très célèbre, en Italie, où sa renommée ferait penser à un mélange de Jean Genêt et de Françoise Sagan ; il fréquente la pègre, qu'il décrit dans ses livres, il écrit des scénarios et des essais littéraires fort pertinents, et aussi de belles poésies. Il est vigoureusement engagé, politiquement à l'extrême gauche : il a publié des poèmes de circonstance sur des questions politiques, par exemple sur « l'ouverture à gauche ». Son second film, Vita Violenta, est actuellement aux prises avec la censure italienne ; on l'a même vu, au cinéma, tenir un rôle dans Le Bossu de Rome (le résistant torturé).

En bref, Pasolini, avec tout un côté « à la mode » souvent irritant, est pourtant une figure assez curieuse et assez attachante de la culture italienne actuelle. Dommage que son film Accattone risque de donner de lui une idée assez sommaire et incomplète.

Viridiana

NOUS avons longuement parlé de Viridiana, le très beau film de Luis Buñuel, dans le numéro 80 de « Tribune Socialiste ». Nous y renvoyons donc nos lecteurs, en les engageant à aller voir ce film. Depuis que nous protestions contre l'interdiction du film, les producteurs se sont apparemment arrangés pour modifier la nationalité officielle de ce film ; d'espagnol le voici devenu mexicain, et la Cinquième n'a plus aucun prétexte pour s'opposer à sa projection, si cela déplaît à Franco. Sans doute aussi l'action de la presse, et le Grand Prix de Cannes, ont-ils tenu leur rôle... Enfin, ce qui compte, c'est qu'on puisse voir Viridiana.

Le tombeur de ces dames

POUR une fois que sort un film comique, chose devenue rarissime, nous nous devons de le signaler. Ces clowneries de Jerry Lewis ne sont pas géniales, elles ont le mérite de l'abondance, de la fraîcheur et d'une qualité bien particulière de farfelu. Sur le thème du jeune garçon empoté et timide, paniqué par les filles, Jerry a bâti un film tout en énumération de gags, sans construction sérieuse, un récit. Si la fin s'engoue un peu dans la guimauve, on a quand même passé un bon moment.

M. R.

Le temps des assassins et La vie d'Adolf Hitler

(ou la naissance du fascisme)

A l'heure où certaines démocraties présidentielles apparaissent comme une forme déclarée du pouvoir personnel (France, notamment) deux films de montage : « Le temps des assassins » et « La vie d'Adolf Hitler » nous proposent une réflexion sur la naissance du fascisme.

Le premier, un court métrage, non encore sorti commercialement est signé Ado Kyrou et Jean Vigne.

Son mérite est d'aller plus loin que Mein Kamp ou Le Temps du Ghetto car, à travers la dénonciation du fascisme proprement hitlérien, c'est une gangrène toujours en extension qu'il stigmatise par des images d'une vérité impitoyable (manifestations racistes aux Etats-Unis, défilés du K.K.K., scènes prises en Algérie, graffiti sur les murs de Paris). Kyrou et Vigne ne se contentent pas de nous décrire le visage grinçant de notre époque, dénoncent, au passage, notre lâcheté devant la guerre d'Espagne.

Mieux encore, Le Temps des Assassins est un film qui explique pourquoi il bénéficie du recul salutaire de l'Histoire. Il peut ainsi, après Hamlet, nous jeter posément ces mots : « Un homme peut sourire et être un assassin ». Kyrou et Vigne plutôt que d'opérer un montage des conséquences, nous offrent un montage de la naissance du nazisme. Que faisiez-vous en 1933 ? On apprend que l'acte le plus criminel, c'est d'offrir à Noël des tanks et des canons à ses enfants ; que le plus criminel encore, c'est de fermer les yeux comme certains spectateurs qui, devant Nuit et Brouillard se levaient et voulaient boucher l'écran.

Enfin, c'est un film qui nous dit qu'une race d'assassins vit autour de nous et n'attend qu'une occasion.

La vie d'Adolf Hitler nous vient de l'Allemagne d'Adenauer et si Paul Rotha, son auteur, ne fait guère allusion, par la triste vertu des cycles historiques, aux résurgences fascistes de notre époque, son mérite est grand car il nous offre des documents photographiques inédits et insiste sur l'aspect peu connu de la vie privée d'Hitler et sur l'art nazi grandiloquent, pompier, d'un mauvais goût. Ce pompier, ce mauvais goût expliquent le succès des parades nazies, dévoilent une partie de l'âme des fanatiques pour qui une marche militaire est la plus haute révélation de l'homme. Le film de Rotha démonte certains mécanismes sociaux et politiques et situe exactement la valeur d'Hitler qui était un médiocre, sans intelligence, mais qui fut servi admirablement par le mécontentement de toute une partie de la population et les grands industriels.

Le film brosse un tableau très vaste de l'hitlérisme, mais comme je le signalais plus haut il n'insiste pas assez sur le caractère cruellement présent du fascisme, et se limite à une peinture objective de l'époque passée.

Pierre Uytterhoeven.



PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 18 au 24 avril

ADORABLE MENTEUSE

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre PROvence 63-40

KROTKAYA LA DOUCE

LE LIBÉRAL

Semaine du 18 au 24 avril

(Permanent tous les jours de 14 h. à 24 h.)

Feltrinelli

présente le nouveau livre de

Francis Jeanson

La révolution algérienne

problèmes et perspectives

12 NF

svp adresser les commandes à

Feltrinelli Editore

via Andegari 6 Milano Italie

VENCEREMOS !

« LA révolution est commencée en Amérique latine ».

C'est par cette phrase lapidaire mais significative que Fidel Castro résumait, le 4 avril dernier à La Havane, la fermentation qui, irrésistiblement, est en train de gagner, des frontières sud des Etats-Unis à la Terre de Feu, un continent entier.

Oui, l'Amérique latine est entrée en éruption. Ce monde encore peu connu, dont les signes distinctifs sont depuis 500 ans l'extrême corruption de ses dirigeants et l'extrême misère de sa population, cette « coloured America » qui, « sombre et taciturne, chante avec la même tristesse et la même désillusion », commence à entrer dans sa propre histoire. Elle l'écrit avec du sang. Elle souffre et meurt pour elle.

Le 6 février dernier, l'assemblée générale nationale du peuple de Cuba rendait publique ce qu'on nomme désormais « la seconde Déclaration de La Havane », texte d'une importance capitale pour qui veut comprendre ce qui se passe, ce qui va se passer en Amérique latine.

L'Amérique latine : 25.700.000 km² (quatre fois et demie la superficie de l'Europe), 200 millions d'hommes, une économie essentiellement agricole, une société quasi féodale, bref, des données qui ont été jusqu'ici la providence du monopolisme yankee. L'Amérique latine : le pays des « révolutions » hebdomadaires, mais aussi le troisième volet du Tiers-Monde, du monde du sous-développement, avec l'Afrique et l'Asie. L'Amérique latine : un profil social partout identique malgré l'artificielle mosaïque d'« Etats » — caste des militaires, bourgeoisie financière, masse des « peones », les paysans chroniquement sous-alimentés qui constituent 70 p. 100 de la population.

L'ère des compromis est dépassée

Dès lors, s'étonnera-t-on que l'état de siège soit sa loi, que toute manifestation de mécontentement y soit aussitôt réprimée par la force ? Dans une société moyenneuse, toute issue démocratique est bouchée. Mais l'explosion révolutionnaire y devient d'autant plus inévitable. Qu'on ne s'y trompe pas : en Amérique latine, il s'agit avant tout d'une révolution agricole, celle des « peones », des serfs. Comme l'a dit « Fidel », dont chaque parole vole miraculeusement de frontière à frontière, d'université en université, d'hacienda en hacienda : « La Cordillère des Andes sera la Sierra Maestra du continent américain ». Ecoutez plutôt la « deuxième Déclaration de La Havane » :

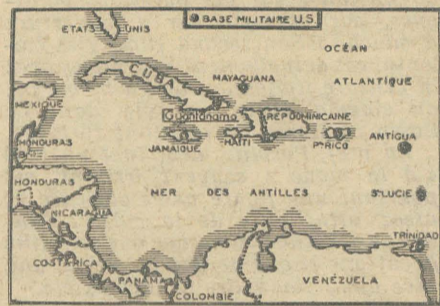
« L'impérialisme nous a considérés comme un troupeau faible et soumis et maintenant c'est lui qui commence à avoir peur de se troupeau, un troupeau gigantesque dans lequel le capitalisme yankee et le féodalisme terrrien voient maintenant leurs fossoyeurs... Indiens, gauchos, métis, zambos, quarterons, blancs sans biens ou sans ressources, tous ces hommes signifient nettement que leur heure est venue. »

Et aujourd'hui, en effet, rien ne va plus. « Par les champs et les monta-

gnes d'Amérique, par les collines et les prairies, dans les déserts comme dans l'agitation des villes, des mains impatientes s'avancent pour conquérir ce qui leur appartient. »

L'ère des compromis elle-même est dépassée : les prétendues lois agraires des hommes de paille de Washington — les Betancourt, les Arosemena, les Fuentes — ne trompent plus personne. « Déjà, on peut voir les peones armés de pierres, de bâtons, de machettes d'un côté, puis d'un autre, chaque jour, occupant les terres, enfonçant leurs charrues dans les terres qui leur appartiennent et les défendant avec leurs vies. On peut les voir brandissant des emblèmes, des morts d'ordre, des drapeaux, les laissant flotter au vent des montagnes et des prairies... »

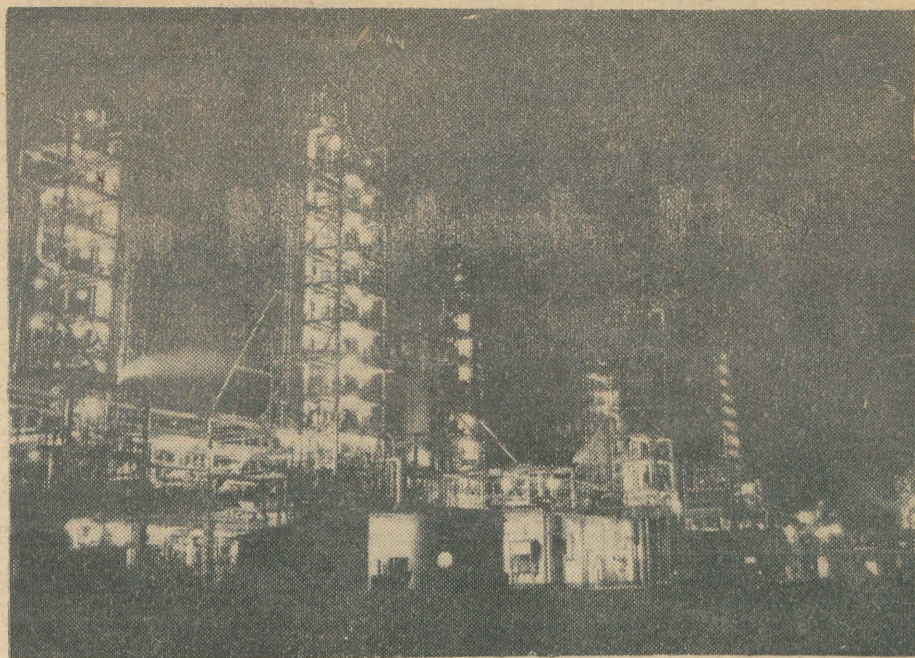
C'est qu'un phénomène politique nouveau s'empare de l'Amérique latine : il s'appelle le castrisme. Au-delà de son héros, Fidel, entré vivant dans la légende de tout un continent, le castrisme incarne désormais un style d'action et une doctrine : c'est la grande revanche contre l'homme du Nord, exploiteur et méprisant, le Yankee. Sa plus importante victoire,



ce n'est pas dans la Sierra Maestra que Castro l'a remportée. C'est ce jour de l'automne 1960 où, du haut de la tribune de l'O.N.U., en plein cœur de la plus grande ville yankee, représentant d'une île sous-développée à quelques milles des côtes des Etats-Unis, d'une île encore en proie à l'analphabétisme et à la faim, il a solennellement exalté à la face du monde la lutte de 200 millions de Latino-Américains contre l'impérialisme de leur puissant voisin.

Depuis, sous de multiples visages, le castrisme n'a cessé de progresser : on le trouve chez les guerilleros vénézuéliens qui tiennent la montagne depuis plusieurs mois et chez les étudiants guatémaltèques, colombiens ou dominicains qui, chaque semaine, tombent dans les manifestations de rue. On le trouve dans les syndicats argentins. On le trouve même, avec plus ou moins de nuances, chez nombre de leaders connus : Cardonas, Quadros, d'autres encore.

Ce prodigieux rayonnement du castrisme, comparé par exemple à la faible influence du communisme soviétique, s'explique aisément : dans le combat castriste, les peuples d'Amérique latine reconnaissent leur combat. Si les staliens, au contraire, n'ont toujours joué que les seconds rôles, c'est en grande partie parce qu'ils ont aveuglément épousé les fluctuations de la diplomatie soviétique. Le Parti communiste cubain n'a-t-il pas été un moment jusqu'à



« Venezuela, fief de la Shell. »

(Keystone)

participer au gouvernement Batista ? La reprise en main du Parti Unique (O.R.I.) par Fidel Castro aux dépens des dirigeants communistes sectaires du type Escalante ne peut assurément que donner un lustre nouveau à la révolution cubaine.

De Cardonas à Péron

C'est en Amérique centrale que la situation est actuellement la plus explosive. Ceci est compréhensible : ce territoire est, en quelque sorte, le carrefour géographique des antagonismes, il « bénéficie » de la double proximité de Cuba (l'île est à 200 km des côtes mexicaines) et des Etats-Unis.

Au Mexique, le chef du gouvernement, Cardonas, un Indien fort populaire, appuie ouvertement Castro. Le Mexique est l'un des quatre pays de l'O.E.A. (Organisation des Etats Américains) à avoir conservé, malgré les

et les paysans de Bolivie, du Paraguay, du Pérou. Castristes et policiers s'affrontent de plus en plus souvent dans les rues de La Pas, d'Asuncion et de Lima.

Restent les deux gros morceaux : Brésil et Argentine. Dans ces deux pays, le gouvernement légal a dû récemment s'incliner devant les exigences des militaires et de la droite, la volonté populaire a été bafouée. Quadros, le Brésilien, a préféré démissionner, Frondizi, l'Argentin, s'est laissé destituer. Tous deux ont été remplacés par des « hommes de compromis », Goulart et Guido, assez dociles pour apaiser l'armée, assez libéraux pour être agréés par Washington. Mais il ne s'agit que d'une phase. Au Brésil (deuxième pays américain après les Etats-Unis pour la population et le Canada pour la superficie), Quadros, ferme partisan des relations diplomatiques avec Moscou et La Havane, prépare sa rentrée politique. En Argentine — pays d'origine du leader cubain Guevara — les péronistes, vainqueurs des élections du 18 mars, mais écartés par l'armée qui a placé au pouvoir le parti conservateur (5 p. 100 des suffrages !) vont passer à la contre-offensive. Or il ne faut pas perdre de vue que c'est à travers les 62 puissants syndicats dirigés par des péronistes que s'exprime le castrisme.



pressions de la Maison Blanche, des relations diplomatiques avec La Havane. Le Guatemala, propriété de la trop célèbre « United Fruit Company », vit sur une poudrière ainsi qu'à des degrés différents, le San Salvador et Costa-Rica. Ces trois pays sont, comme il se doit, sous la férule dictatorial de créatures imposées par l'armée et soutenues par Washington, tel Fuentes au Guatemala. A Saint-Domingue, la disparition du sinistre Trujillo n'a pas stoppé le mouvement de libération. Là comme ailleurs, au-delà de la confusion et du chaos, un processus irréversible est déclenché.

Il faut cependant remarquer qu'il s'agit là de petits pays qui ne peuvent bouger sans provoquer immédiatement une intervention des Etats-Unis. Récemment encore, lorsque Saint-Domingue a eu l'air de s'agiter, l'escadre U.S. est venue croiser au large. Washington ne tolérera pas un second Cuba.

Plus complexe est la situation sud-américaine. Equateur, Colombie, Venezuela (le fief de la « Shell ») sont en ébullition. Dans ce dernier pays, Romulo Betancourt, lors de son accession au pouvoir, tenta bien quelques réformes, mais très vite, il dut, pour se maintenir, céder à la pression conjuguée de ses militaires et des pétroliers nord-américains : la loi agraire, les nationalisations finirent en mascarades. Tout le monde n'est pas Fidel Castro. Aujourd'hui, il y a des « barbudos » dans les montagnes vénézuéliennes. Chaque jour, le fédéralisme gagne également des adeptes parmi les étudiants, les syndicalistes

« 200 millions de frères »

Face à cette situation, les Etats-Unis ne cachent pas leur inquiétude. Après avoir soutenu pendant des décennies les fantoches des compagnies monopolistes yankees, ils jouent, surtout depuis l'entrée à la Maison Blanche de Kennedy, la carte de la bourgeoisie d'affaires, de réputation plus libérale que la caste des généraux et des amiraux. C'est donc sur elle que compte Washington pour assurer le maximum d'effets à « l'Alliance pour le Progrès », sorte de « Plan Marshall » à usage américain déposé par Dean Rusk sur la table de la dernière conférence de l'O.E.A. à Punta del Este. A peine si le secrétaire d'Etat, avant d'ouvrir la vanne aux dollars, a posé deux conditions : qu'un certain contrôle puisse être opéré sur l'emploi des fonds (la corruption est élevée à la hauteur d'une institution dans toute l'Amérique latine) et surtout que Cuba soit exclue du nombre des bénéficiaires.

Les hommes de compromis et la bourgeoisie financière sont la dernière bouée de « l'Alliance pour le Progrès », c'est-à-dire du Département d'Etat et du capitalisme nord-américain. Mais les peuples latino-américains, eux, ne sont pas à vendre. Déjà, sauf peut-être en Uruguay, tout commence à s'écrouler. La crise se généralise. C'est que dans les conditions historiques actuelles la bourgeoisie nationale n'est plus qualifiée pour diriger la lutte antiféodale et anti-impérialiste car elle est paralysée par la peur de la révolution sociale. Seules, ses couches les plus progressistes peuvent être aux côtés du peuple. Mais le plus important est qu'aujourd'hui, ainsi que le proclame la Déclaration de La Havane, « aucune nation n'est faible en Amérique latine car chacune fait partie d'une famille de 200 millions de frères qui souffrent des mêmes misères, nourrissent les mêmes sentiments, ont le même ennemi, rêvent d'un même avenir meilleur et peuvent compter sur la solidarité de tous les hommes et de toutes les femmes honnêtes dans le monde entier. »

« Venceremos ! ».

J.-P. B.



D'hacienda en hacienda...

(Archives)